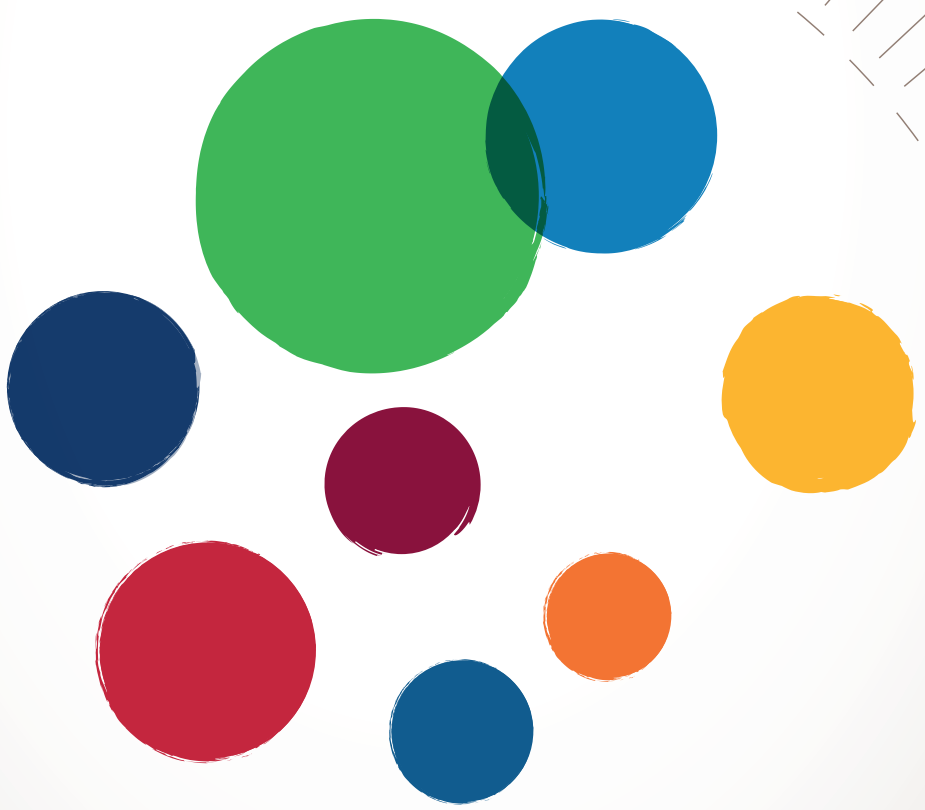
CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

CNUCED

INDICE DES CAPACITÉS PRODUCTIVES DE LA CNUCED

Coup de projecteur sur les pays en développement sans littoral



NATIONS UNIES

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

CNUCED

INDICE DES CAPACITÉS PRODUCTIVES DE LA CNUCED

Coup de projecteur sur les pays en développement sans littoral

NATIONS UNIES

© 2020, Nations Unies

La présente publication est accessible en libre accès en se conformant à la licence Creative Commons créée pour les organisations intergouvernementales, disponible à l'adresse suivante : http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui figurent sur les cartes n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La photocopie et la reproduction d'extraits sont autorisées à condition d'indiquer précisément la source.

Publication des Nations Unies établie par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

UNCTAD/ALDC/2020/2

eISBN: 978-92-1-005436-2

Remerciements

L'indice des capacités productives de la CNUCED est l'aboutissement du projet 1617M du Compte de l'ONU pour le développement, intitulé « Indices de comparaison des capacités productives pour l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles dans les pays en développement sans littoral ». La présente étude et l'indice ont été établis sous la supervision de Paul Akiwumi, Directeur de la Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux.

L'étude, qui faisait partie du projet, a été réalisée par une équipe dirigée par Mussie Delelegn, Chef de la Section des pays en développement sans littoral, et composée de Moritz Meier-Ewert, économiste, Johanna Silvander, spécialiste de la gestion des programmes, Alberto Munisso, expert associé, et Sonia Bouali, vacataire à la Section des pays en développement sans littoral. Stefanie Garry, du Bureau du Directeur, a également concouru à son élaboration. Patrick Osakwe, Chef du Service du commerce et de la pauvreté, a apporté des contributions de fond et formulé des observations. Yohannes Kinfu, maître de conférences à la faculté de la santé de l'Université de Canberra, a fourni de précieux services de conseil, qui ont permis d'améliorer la conception méthodologique et le cadre statistique de l'étude. Michael Bratt a lui aussi fourni des services de conseil et Cédric Houdré a défini les bases statistiques et méthodologiques de l'étude. Montle Nicole Phutego (Botswana), Vanxay Sayavong (République démocratique populaire lao) et Leonard Mugisha Mungarulire (Rwanda) ont réalisé des études de cas nationales. Les observations et suggestions formulées par des collègues de la CNUCED, notamment par Lisa Borgatti, Junior Davis, Johanna Silvander et Rolf Traeger, ainsi que par l'équipe chargée du Rapport sur les pays les moins avancés, ont été grandement appréciées.

L'indice et l'étude ont fait l'objet d'une étroite collaboration interinstitutionnelle et d'un rigoureux processus d'examen collégial. Des contributions ont été apportées par Jacob Assa (Département des affaires économiques et sociales), Nour Barnat (CNUCED), Fernando Cantu-Bazaldua (CNUCED), Pedro Conceicão (Programme des Nations Unies pour le développement), Yohannes Kinfu, Milorad Kovacevic (Programme des Nations Unies pour le développement), Stephen MacFeely (CNUCED), Anu Peltola (CNUCED) et Soon Seng Benson (Division de statistique). Xiaowen Fu (professeur à la faculté de génie industriel et d'ingénierie des systèmes de l'Université polytechnique de Hong Kong (Chine), rédacteur en chef du journal « Transport Policy » et Vice-Président de l'association Air Transport Research Society) et Yohannes Kinfu ont procédé à des examens scientifiques. Le schéma préliminaire de l'étude et ses fondements théoriques ont été examinés à l'occasion d'une réunion de réflexion sur le renforcement des capacités productives dans les pays en développement structurellement faibles, qui s'est tenue à Genève les 29 et 30 juin 2017. Ont participé à cette réunion Rosemary Atieno Msonga (Université de Nairobi), Michael Bratt, Matthias Bruckner (Département des affaires économiques et sociales), Pedro Conceicão, Daniel Gay (Département des affaires économiques et sociales), Tarcisio Hardman Reis (Association du transport aérien international), Adot Killmeyer-Oleche (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel), Jean-Marc Kilolo (Centre du commerce international), Yohannes Kinfu, Ayodele Odusola (Programme des Nations Unies pour le développement), Margaret Sengwaketse (Botswana Institute for Development Policy Analysis) et Collin Zhuawu (ancien conseiller chargé des questions commerciales au Secrétariat du Commonwealth). Les collègues de la CNUCED ci-après étaient également présents : Paul Akiwumi, Josué Banga, Mussie Delelegn, Paulette Diakite-Lacroix, Tamara Gregol de Farias, Regina Ledesma, Riba Matfobhi, Benjamin McCarthy, Yumiko Mochizuki, Nicole Moussa, Patrick Osakwe, Rolf Traeger et Giovanni Valensisi. L'étude et l'indice ont été validés à une réunion d'examen collégial tenue à Windhoek le 8 avril 2019. La CNUCED tient à remercier les spécialistes ci-après de leurs observations précieuses : Laronna Kaisara (Statistics Botswana), Yohannes Kinfu, Chukwuka Onyekwena (Centre for the Study of the Economies of Africa), Lizl Stoman (Survey Warehouse) et Collin Zhuawu.

Le Service d'appui intergouvernemental de la CNUCED a édité le texte. La mise en page, les graphiques et la publication assistée par ordinateur sont dus à Belén Camarasa.

Yan Zhang et Marina Cartier-Kayayan, de la CNUCED, ont apporté un appui à la gestion du projet. Paulette Lacroix, Regina Ledesma et Sylvie Guy ont fourni des services de secrétariat et de soutien administratif dans le cadre du projet et de l'élaboration de l'étude.

Note

L'expression « pays de transit » s'entend, dans l'ensemble de la présente étude, des pays figurant sur la liste des pays de transit établie par le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Cette liste est la suivante : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Argentine, Bangladesh, Bénin, Brésil, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Ghana, Guinée, Inde, Iran (République islamique d'), Kenya, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nigéria, Pakistan, Pérou, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Somalie, Thaïlande, Togo, Turquie, Uruguay et Viet Nam.

Sauf indication contraire, le terme « dollar » s'entend du dollar des États-Unis d'Amérique.

Table des matières

Remerciements iii
Note iv
Avant-propos vii
Abréviations viii
Résumé ix

Introduction 1
I. Les capacités productives : traduire un concept abstrait en un indice composite mesurable 9
II. Indice des capacités productives : mesure et performance 17
III. Capacités productives des pays en développement sans littoral 31
IV. Conclusions et recommandations 45
Bibliographie 51

Annexes 53
Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018 54
Annexe 2. Statistiques résumées relatives à différents groupes de pays selon l'indice des capacités productives, par catégorie 65

Liste des figures

1. Les trois éléments fondamentaux des capacités productives 11
2. Catégories de l'indice des capacités productives 14
3. Carte des résultats au niveau mondial, 2018 18
4. Corrélation entre l'indice des capacités productives et le produit intérieur brut par habitant 25
5. Résultats des pays en développement, par catégorie 27
6. Résultats des pays de transit, par catégorie 27
7. Résultats des pays développés, par catégorie 28
8. Résultats des autres pays en développement, par catégorie 28
9. Évolution des résultats par groupe de pays 30
10. Corrélation entre l'indice des capacités productives et l'indice de concentration des exportations de marchandises 33
11. Résultats des pays en développement sans littoral, par catégorie 35
12. Résultats des économies en développement d'Asie de l'Est, par catégorie 36
13. Évolution des résultats dans les pays en développement sans littoral, les pays de transit et les économies en développement d'Asie de l'Est 36
14. Résultats des pays en développement sans littoral et des économies en développement d'Asie de l'Est, par catégorie 38
15. Évolution des résultats dans les pays en développement sans littoral, par catégorie 38
16. Résultats des économies en développement d'Asie de l'Est, du Botswana et des pays en développement sans littoral, par catégorie 40
17. Évolution des résultats au Botswana, par catégorie 40
18. Résultats des économies en développement d'Asie de l'Est, de la République démocratique populaire lao et des pays en développement sans littoral, par catégorie 42
19. Évolution des résultats en République démocratique populaire lao, par catégorie 42
20. Résultats des économies en développement d'Asie de l'Est, du Rwanda et des pays en développement sans littoral, par catégorie 44
21. Évolution des résultats au Rwanda, par catégorie 44

Liste des tableaux

1. Valeurs de l'indice des capacités productives et classement mondial pour 2018 19
2. Statistiques résumées par catégorie, au niveau mondial 25
3. Matrice des corrélations entre les catégories 26
4. Statistiques résumées par catégorie pour les pays en développement sans littoral 34

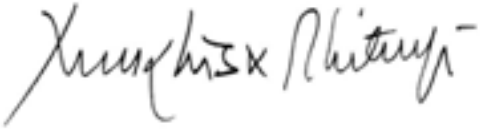
Avant-propos

Les pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables, dont font partie de nombreux pays en développement sans littoral, sont pénalisés par la faiblesse de leurs capacités productives. La pandémie de maladie à coronavirus et la crise économique mondiale qu'elle a provoquée accentuent leur désavantage en compromettant gravement leurs structures de production, leurs relations commerciales et les moyens de subsistance de leurs habitants. Ce choc économique brutal, qui vient s'ajouter aux dégâts de plus en plus considérables qu'occasionnent les changements climatiques, à de fortes chutes des cours internationaux des produits de base et à un déclin de l'attachement au principe de la solidarité mondiale, menace de réduire à néant les progrès accomplis ces dernières décennies sur la voie du développement. Les pays en développement sans littoral ont désespérément besoin de nouvelles solutions pour renforcer leur résilience économique et combattre les causes profondes de leurs vulnérabilités.

L'élaboration de l'indice des capacités productives constitue la première tentative de mesure des capacités productives de tous les pays selon une approche globale. L'objectif était de créer un outil multidimensionnel, qui apporte des éclairages sur le développement des capacités productives de chaque pays et permette l'établissement de diagnostics en la matière. L'indice est, pour la CNUCED, l'aboutissement de plusieurs dizaines d'années de travaux de recherche, d'analyse des politiques et d'assistance technique aux pays les plus vulnérables qui visaient à développer des éléments essentiels de leurs structures commerciales et productives. Il donne aussi des résultats par pays et par région pour aider les pays à comprendre les causes de leurs vulnérabilités systémiques et à repérer les vecteurs de croissance économique, y compris les progrès accomplis en faveur du développement durable et de la réalisation des objectifs de développement durable.

La présente étude consiste en une analyse approfondie des difficultés que pose le renforcement des capacités productives dans les pays en développement sans littoral. Il en ressort que les valeurs moyennes de ces pays, quoique légèrement plus élevées que celles des pays les moins avancés, sont inférieures à celles des autres pays en développement dans sept des huit catégories que couvre l'indice. La seule catégorie dans laquelle les pays en développement sans littoral obtiennent de meilleurs résultats que les autres pays en développement est celle du capital naturel. Ce constat illustre à quel point les exportations de ces pays et leur croissance économique de manière plus générale reposent sur les industries extractives. C'est pourquoi la CNUCED plaide en faveur d'une nouvelle génération de stratégies nationales, qui feraient du renforcement des capacités productives une priorité en abandonnant les approches fondées sur les projets, trop fragmentées, au profit d'approches cohérentes et fondées sur les programmes, qui seraient appliquées à l'économie tout entière et permettraient de lever les obstacles au développement. Les mesures que prennent les pays en développement doivent être accompagnées de mesures d'appui solides et nouvelles de la part de leurs partenaires de développement et de leurs partenaires commerciaux.

Avec le soutien de leurs partenaires de développement, les pays en développement, notamment les plus vulnérables d'entre eux, doivent œuvrer au renforcement de leurs capacités productives pour transformer leurs structures économiques et enrayer leur marginalisation persistante dans l'économie mondiale. L'indice des capacités productives offre des orientations indispensables à l'élaboration de politiques d'un genre nouveau, qui favoriseront la réorganisation des dispositifs d'incitation pour stimuler le progrès socioéconomique et remédier à la vulnérabilité chronique des pays en développement à l'égard des chocs extérieurs, que ceux-ci soient liés à des facteurs économiques, sanitaires ou autres.



Mukhisa Kituyi
Le Secrétaire général de la CNUCED

Abréviations

COVID-19	Maladie à coronavirus
PIB	Produit intérieur brut
TIC	Technologies de l'information et de la communication

Résumé

À la quatorzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les États membres ont décidé, ainsi qu'il est énoncé dans le Maafikiano de Nairobi, que la CNUCED devrait « définir une méthode opérationnelle et des principes d'action sur la manière d'intégrer les capacités productives dans les politiques et les stratégies nationales de développement, notamment en établissant des indices à cet égard, afin que les capacités productives se trouvent au cœur des efforts déployés aux niveaux national et international pour répondre aux besoins et remédier aux problèmes particuliers des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral, des petits États insulaires en développement et de l'Afrique ». L'indice des capacités productives, outil multidimensionnel et exhaustif tant par le nombre des pays évalués que par l'éventail des indicateurs étudiés, a été créé comme suite à cette demande des États membres.

Le principal objectif était de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de politiques intégrées, cohérentes et fondées sur des données factuelles dans les pays en développement. L'indice vise à améliorer la qualité des politiques relatives au commerce et au développement en plaçant le renforcement des capacités productives et la transformation structurelle au cœur de celles-ci. En particulier, il facilite le repérage des lacunes et des déficiences qui, à l'échelle de l'économie, entravent les efforts de renforcement des capacités productives et de promotion de la transformation structurelle. Les États peuvent donc s'en servir utilement pour recenser les principaux obstacles à leur développement économique, puis pour réorganiser leurs politiques et leurs dispositifs d'incitation de manière à surmonter ces obstacles. L'indice est aussi un outil cohérent et complet de suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement nationaux et mondiaux, notamment des objectifs de développement durable.

Dans le cadre de l'étude, dont les résultats sont exposés dans le présent rapport, la performance de 193 pays ou territoires a été évaluée au regard de 46 indicateurs répartis entre les huit catégories couvertes par l'indice. En outre, les auteurs de l'étude ont analysé la performance des pays en développement sans littoral en tant que groupe, ainsi que d'une sélection de pays pilotes. Ils apportent ainsi un éclairage unique sur les problèmes de développement propres à certains pays ou communs à tous les pays du groupe, mais également sur les mesures à prendre pour y remédier. Dans les pays en développement sans littoral, les problèmes relatifs à la situation géographique, au commerce et au développement, dont les effets se conjuguent, sont liés à la faiblesse des capacités productives et à l'absence de transformation structurelle de l'économie. De telles contraintes structurelles accentuent la vulnérabilité socioéconomique de ces pays à l'égard des chocs extérieurs et compromettent leur capacité à répondre rapidement à des situations d'urgence telles que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

INTRODUCTION

Il est évident qu'il n'existe pas de trajectoire de développement unique permettant d'aboutir au progrès socioéconomique. Certains facteurs, tels que la stabilité politique et le bon fonctionnement des institutions, sont toutefois indispensables à la croissance à long terme et au développement durable d'un pays (Acemoglu et Robinson, 2012). La constitution de solides capacités productives est un autre de ces facteurs, car elle conditionne dans une large mesure l'aptitude d'un pays à produire des biens et à fournir des services. Un consensus s'est par conséquent dégagé sur la nécessité de placer le renforcement des capacités productives au cœur des politiques et stratégies de développement (CNUCED, 2006). Les questions du renforcement des capacités productives et de la promotion de la transformation structurelle ont été débattues à l'occasion de grandes conférences internationales, telles que la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (Istanbul (Turquie), 2011), la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral (Vienne, 2014) et la quatorzième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Nairobi, 2016). Dans les diverses déclarations ministérielles adoptées, ainsi que dans le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024, l'Azimio de Nairobi et le Maafikiano de Nairobi, il a systématiquement été souligné que le renforcement des capacités productives était essentiel au développement durable des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral.

La récurrence de ce discours sur la nécessité de renforcer les capacités productives et de promouvoir la transformation structurelle s'explique par trois grandes raisons. Premièrement, dans les pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables, les épisodes de forte croissance économique du début des années 2000 n'ont guère eu d'incidence sur la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et l'accroissement de la productivité à l'échelle de l'économie. Deuxièmement, ces pays continuent d'avoir des difficultés à stimuler l'industrialisation et la modernisation technologique, qui sont cruciales pour renforcer les capacités productives et accélérer la transformation structurelle. Troisièmement, ils sont vulnérables aux chocs extérieurs, que ceux-ci soient liés à des facteurs économiques, politiques ou sanitaires, en raison de la faiblesse de leur croissance économique. Il est de plus en plus largement admis que les capacités productives sont un élément important du développement. Leur renforcement est un préalable essentiel à la transformation structurelle, à une croissance économique inclusive et au développement durable, ainsi qu'à l'accroissement de la résilience socioéconomique face aux conséquences néfastes des chocs extérieurs. Il n'existe toutefois pas de solution simple et universelle aux problèmes de développement persistants et nouveaux des pays en développement. C'est pourquoi ces pays doivent élaborer des politiques et stratégies sur mesure, en tenant compte de leur situation socioéconomique, de leurs ressources, de leurs capacités institutionnelles et des conditions locales de manière plus générale.

La crise provoquée par la pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'interconnexion et l'interdépendance systémiques des pays. Les vastes et lourdes conséquences socioéconomiques de la pandémie, ainsi que la mise en place de programmes de relèvement, soulèvent d'énormes difficultés, en particulier dans les pays économiquement et structurellement faibles. Elles montrent aussi que de telles crises d'envergure planétaire appellent des mesures coordonnées et robustes au niveau mondial. La pandémie touche tous les pays à des degrés divers et prouve de manière irréfutable qu'il importe non seulement de prendre sans attendre des mesures d'atténuation collectives, mais également de prévoir des systèmes d'alerte rapide et de mener des activités de préparation pour pouvoir réagir rapidement et efficacement lorsque des situations analogues se reproduiront à l'avenir. Il faudra davantage de temps et des données plus exhaustives pour déterminer précisément l'ampleur et l'étendue des répercussions de la crise. Toutefois, des données préliminaires révèlent que les pays aux capacités productives peu développées et à l'économie vulnérable sont plus fortement touchés. Par exemple, les pays dotés de faibles capacités productives ont de grandes difficultés à produire et à distribuer rapidement les fournitures et équipements nécessaires pour enrayer la propagation du virus. Faute de capacités productives suffisantes, de nombreux pays, y compris les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral

et les petits États insulaires en développement, sont fortement tributaires des importations de ces fournitures et équipements de première nécessité. Toutefois, l'importation de telles marchandises pendant une pandémie mondiale peut s'avérer complexe, notamment en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement, de la forte demande dans les pays producteurs et exportateurs, de la restriction ou de l'interdiction de l'exportation de biens de première nécessité et des problèmes persistants que pose l'achat de marchandises dans des devises étrangères. C'est pourquoi le renforcement des capacités productives des pays en développement, en particulier des pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables, est plus urgent que jamais.

En ce qui concerne les conséquences macroéconomiques de la pandémie, un certain nombre de pays vulnérables, qui sont fortement tributaires de l'exportation de matières premières, connaissent une baisse de la demande de leurs produits d'exportation, des envois de fonds et de l'activité touristique. Ils ont donc plus de difficultés à financer des mesures d'intervention rapide au moyen de leurs ressources intérieures. De récentes études apportent des indications précieuses sur les répercussions de la pandémie à court, moyen et long terme. C'est par exemple le cas d'un numéro de la publication Investment Trends Monitor de la CNUCED intitulé « Impact of the coronavirus outbreak on global FDI » (L'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les flux mondiaux d'investissement étranger direct), d'un rapport du Fonds monétaire international intitulé *World Economic Outlook April 2020: The Great Lockdown* (Perspectives de l'économie mondiale (avril 2020) : le Grand Confinement), ainsi que d'une analyse de la Banque mondiale consacrée aux conséquences de la pandémie en Afrique subsaharienne[1]. Parmi ces répercussions, on peut citer, entre autres, une récession, des perturbations des flux d'investissement étranger direct, des réseaux de production et des chaînes d'approvisionnement, un recul du volume des échanges commerciaux à l'échelle mondiale, une augmentation des sorties de capitaux dans les pays en développement, un déclin de la production mondiale, une baisse de l'emploi et un affaiblissement de la capacité des pays en développement, surtout en Afrique, à financer des mesures d'intervention rapide pour enrayer la propagation du virus.

La pandémie représente une grave menace, en particulier dans les pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables, car certaines tendances et données montrent que, à l'échelle mondiale, l'extrême pauvreté pourrait gagner du terrain pour la première fois depuis 1998, effaçant plusieurs décennies de progrès accomplis non sans peine sur la voie du développement. Plusieurs pays importateurs nets de produits alimentaires, dont les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, ont récemment connu des périodes de pénurie alimentaire, qui ont menacé la subsistance de millions de citoyens. Ainsi qu'il ressort de l'édition 2020 du *Global Report on Food Crises* (Rapport mondial sur les crises alimentaires), quatrième rapport annuel que les acteurs du monde de l'humanitaire et du développement établissent sur le thème de la sécurité alimentaire dans le cadre du Food Security Information Network, 135 millions de personnes réparties dans 55 pays étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2019, et Oxfam International a déclaré que plus de 52 millions de personnes en Afrique souffraient de la faim en raison des phénomènes météorologiques extrêmes, dont les effets étaient accentués par la pauvreté et les conflits[2]. Les retombées de la pandémie pourraient aggraver la situation. La vulnérabilité à l'égard des chocs extérieurs, qui est inhérente aux pays économiquement et structurellement faibles, et les difficultés de développement persistantes appellent, en matière de commerce et de développement, l'élaboration de politiques et de stratégies d'un genre nouveau, qui feraient du renforcement des capacités productives et de la promotion de la transformation structurelle des priorités. Avant d'entamer ce chantier, il faut commencer par déterminer le niveau actuel des capacités productives des pays.

C'est pourquoi il est indispensable de mesurer et de comparer divers indicateurs relatifs aux capacités productives au moyen de l'indice multidimensionnel et mondial de la CNUCED, qui permet aux

[1] Voir https://blogs.worldbank.org/opendata/impact-covid-19-coronavirus-global-poverty-why-sub-saharan-africa-might-be-region-hardest.

[2] Voir https://www.wfp.org/publications/2020-global-report-food-crises et https://www.oxfam.org/en/press-releases/more-52-million-people-across-africa-going-hungry-weather-extremes-hit-continent.

décideurs, aux partenaires de développement et aux autres parties prenantes, notamment aux acteurs du secteur privé, de savoir où en est le développement des capacités productives dans un pays donné. L'indice attire aussi l'attention sur les points forts et les points faibles des politiques, procédures et mesures mises en place par le passé. L'analyse de ces informations et de l'état des capacités productives d'un pays pourra aider les autorités nationales à définir un plan d'action en vue de l'élaboration de nouvelles politiques et mesures, ainsi que de l'établissement de mécanismes efficaces de lutte contre les crises naissantes. Une fois que les résultats de plusieurs pays sont connus, il est possible de procéder à des comparaisons et à des analyses multinationales, dont les décideurs et les spécialistes du développement pourraient tirer des enseignements utiles quant aux meilleures et aux pires pratiques. Les résultats des économies en développement d'Asie de l'Est peuvent être particulièrement riches d'enseignements pour les autres pays en développement, y compris les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, en ce qui concerne le rôle que jouent le renforcement des capacités productives et la promotion de la transformation structurelle en faveur d'une croissance et d'un développement inclusifs et durables. Autre point important, l'indice et les résultats des pays permettent de repérer les sources de vulnérabilité systémique et de recenser les facteurs de croissance économique, notamment de progrès sur la voie du développement durable. Par exemple, la plupart des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, obtiennent des valeurs faibles dans les catégories « capital humain » et « technologies de l'information et de la communication » (« TIC »). Or la constitution de capacités solides dans ces domaines est essentielle pour répondre rapidement à une crise sanitaire. En effet, la disponibilité de professionnels de la santé est vitale et les TIC sont des outils indispensables à la prestation de services commerciaux et d'autres services cruciaux (enseignement en ligne, médecine à distance, télétravail, etc.), surtout dans les situations où des mesures de distanciation physique et de restriction des déplacements sont nécessaires.

Il y a déjà eu par le passé d'autres tentatives de mesure des capacités productives et d'établissement d'un indice en la matière. Freire (2011) a élaboré un indice dans lequel sont repris tous les pays du monde, mais l'accent est mis sur les capacités productives de la région de l'Asie et du Pacifique, et la méthode est différente de celle sur laquelle est fondé l'indice des capacités productives de la CNUCED, puisqu'il s'agit d'analyser les résultats obtenus grâce aux capacités productives, c'est-à-dire des données commerciales, et non les capacités elles-mêmes. La CNUCED (2016) a procédé à une analyse des capacités productives en rassemblant des données sur l'énergie, les TIC, le développement du secteur privé, le changement structurel et les transports. L'étude se limitait cependant aux pays les moins avancés. Il existe plusieurs autres indices plus ou moins pertinents aux fins de la mesure des capacités productives, comme celui de Simoes et Hidalgo (2011) sur la complexité économique, celui de l'International Institute for Management Development et du Forum économique mondial sur la compétitivité nationale ou encore l'indice de la performance compétitive de l'industrie de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. Toutefois, ces indices ne concernant pas directement les capacités productives, la présente étude est la première du genre.

Les indicateurs se rapportant aux objectifs de développement durable peuvent être utilisés pour mesurer le progrès socioéconomique ou son absence selon une multitude de variables de développement, mais la nature multidimensionnelle (économique, sociale et environnementale) des objectifs et le nombre d'indicateurs y relatifs nécessitent l'établissement d'indices cohérents et composites. En d'autres termes, les variables ou indicateurs uniques, bien qu'importants pour mesurer le progrès, ne donnent pas d'indications sur les sources de ce progrès ni sur les facteurs sous-jacents à celui-ci, comme la croissance de l'économie ou le potentiel de développement d'un pays. À l'inverse, un indice composite tel que l'indice des capacités productives, outre qu'il mesure les résultats ou progrès économiques et sociaux de chaque pays, donne des informations sur le potentiel encore à exploiter ou les domaines encore à explorer pour aller de l'avant. L'indice des capacités productives permet aussi de dresser des comparaisons entre pays et des comparaisons régionales en mesurant les facteurs de progrès dans la réalisation des objectifs de développement

durable au niveau national. Pour toutes ces raisons importantes, les indices composites sont des instruments efficaces de suivi de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des résultats des politiques et stratégies nationales. L'indice des capacités productives est un précieux outil de renforcement de la résilience socioéconomique face à des chocs inattendus, et les décideurs, les partenaires de développement et les autres parties prenantes peuvent s'en servir pour établir des prévisions de performance et de résultats des politiques publiques. Il est donc compatible avec les objectifs de développement durable et les indicateurs y relatifs, dont il est complémentaire. Il est essentiel en ce qu'il constitue un outil cohérent de mesure statistique des résultats de l'action publique aux niveaux national et international. Il ne fait double emploi avec aucun des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable ; il est un instrument homogène et lisible de mesure des progrès et des capacités nationales dans le contexte de la réalisation de ces objectifs.

L'élaboration de l'indice des capacités productives constitue la première tentative de mesure des capacités productives de tous les pays selon une approche globale et multidimensionnelle. La première étape a consisté à répertorier les sources de données et à collecter les données nécessaires à l'établissement de 106 indicateurs répartis dans huit catégories (énergie, capital humain, TIC, institutions, capital naturel, secteur privé, changement structurel et transports). Ces données ont ensuite été analysées et le nombre d'indicateurs a été réduit d'abord à 58, puis à 46 après la prise en compte de critères de dimensionnalité, de cohérence des données et de complémentarité, ainsi que des résultats d'examens collégiaux approfondis. Les résultats obtenus dans chaque catégorie ont été regroupés et synthétisés sous la forme d'une valeur globale pour chacun des 193 pays ou territoires.

Des examens collégiaux ont été menés à plusieurs stades de la création de l'indice. On peut par exemple mentionner les activités suivantes : une réunion de réflexion tenue en présence de spécialistes d'entités compétentes des Nations Unies, d'organisations internationales et des milieux universitaires, ainsi que de spécialistes représentant des pays et des institutions nationales (Genève, 2017) ; une réunion d'examen collégial organisée en présence de spécialistes des politiques, de conseillers, d'experts gouvernementaux et de statisticiens issus d'organisations internationales et de pays d'Afrique (Windhoek, 2019) ; des examens effectués par des chercheurs universitaires et des experts spécialisés dans l'élaboration d'indices composites régionaux ou mondiaux ; un examen collégial auquel s'est livrée une équipe constituée d'experts des Nations Unies, notamment du Programme des Nations Unies pour le développement et de la Division de statistique, pour étudier la méthode utilisée, les indicateurs retenus et les statistiques collectées aux fins de l'établissement de l'indice. D'autres réunions nationales et régionales d'examen et de validation de l'indice ont eu lieu à Abuja (2019), à Almaty (Kazakhstan) (2018), à Bangkok (2019), à Gaborone (2015 et 2019), à Kigali (2017, 2019 et 2020), à Santiago (2019), à Oulan-Bator (2018), à Vientiane (2018 et 2019) et à Windhoek (2019). En plus de recourir à des critères de disponibilité, de cohérence et de dimensionnalité des données, la CNUCED a veillé à ce que les 46 indicateurs de l'indice soient directement liés aux travaux théoriques et analytiques qu'elle consacre au renforcement des capacités productives et à la transformation structurelle (voir CNUCED, 2020 pour de plus amples informations sur la méthode utilisée pour établir l'indice et définir les indicateurs relatifs à chaque catégorie). Par exemple, dans les pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables, les difficultés d'accès à l'énergie, c'est-à-dire à l'électricité, et les problèmes que posent son utilisation efficace sont parmi les principaux obstacles au renforcement des capacités productives à l'échelle de l'économie, à l'amélioration de l'exploitation de ces capacités et, pour les entreprises, à l'accroissement de la productivité (CNUCED, 2017). Malgré son importance, l'indice a ses limites, comme pour tout outil de ce type, et ne reflète pas parfaitement la réalité. La précision des résultats dépend en définitive de la quantité de données utilisées et de leur exactitude. Or pour certains pays et indicateurs, le volume des données disponibles est très limité. Les résultats dépendent aussi de la méthode appliquée et des hypothèses formulées. Toutefois, il est ressorti d'une analyse de sensibilité que les estimations n'auraient pas été très différentes si une autre méthode ou d'autres hypothèses avaient été utilisées.

Globalement, l'indice synthétise l'état des capacités productives des pays du monde en attribuant à ceux-ci des valeurs comprises entre 0 et 100 (les valeurs limites n'étant pas prises en compte). Les comparaisons intergroupes et intragroupes sont fondées sur les dernières données disponibles en 2016 et, pour la période 2017-2018, sur des estimations établies à partir de la modélisation de séries chronologiques fiables. Les résultats sont conformes aux attentes dans la mesure où les pays développés obtiennent souvent des valeurs plus élevées que les pays en développement. Parmi les pays en développement, ceux dont les valeurs sont les plus faibles sont les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral.

Il ressort de l'indice que les écarts de capacités les plus marqués entre pays et groupes concernent les catégories de l'énergie, du capital humain, des TIC, des institutions et du changement structurel. En remédiant aux lacunes observées dans ces domaines et aux obstacles sous-jacents, les pays économiquement et structurellement faibles pourront renforcer leur résilience, après quoi ils seront en mesure de s'attaquer à des problèmes de développement persistants, comme la pauvreté généralisée, et de prendre rapidement des mesures efficaces dans des situations d'urgence telles que la pandémie de COVID-19. Outre qu'il permet aux pays de suivre et de mesurer leur performance, l'indice peut aussi les aider à prévoir certaines trajectoires économiques, notamment à déterminer le niveau de capacités productives à atteindre, compte tenu de leurs résultats actuels, pour accroître leur produit intérieur brut (PIB) à l'avenir, en supposant qu'un certain taux de croissance de l'indice soit maintenu. La présente étude fait apparaître une forte corrélation positive entre la valeur de l'indice d'un pays et son PIB par habitant, et confirme donc l'existence d'un lien manifeste entre le niveau des capacités productives et le degré de développement économique.

L'indice n'a pas vocation à aboutir à une évaluation parfaite, unique et définitive des capacités productives des pays du monde. Il est un outil à valeur informative, grâce auquel les décideurs nationaux peuvent se faire une idée du niveau des capacités productives de leur pays, et son intérêt réside dans sa pertinence, sa robustesse et sa rigueur méthodologique. De plus, compte tenu des limites inhérentes à un tel outil et du fait qu'aucune estimation des capacités productives ne peut être absolue, l'indice vise avant tout à donner des indications sur les capacités productives les plus avancées d'un pays et, à l'inverse, sur les plus lacunaires. Il est également un puissant instrument de comparaison entre pays. Pour ces raisons, les décideurs sont encouragés à s'en servir pour repérer et évaluer les forces et les faiblesses des capacités productives de leur pays, puis élaborer des politiques et stratégies propres à renforcer efficacement ces capacités. Les partenaires de développement et diverses parties prenantes nationales, telles que les acteurs du secteur privé et de la société civile, peuvent aussi contribuer à l'action que mènent les pouvoirs publics pour remédier aux lacunes et aux déficiences mises en lumière par l'indice.

En plus de l'indice, la CNUCED a publié un manuel intitulé *Building and Utilizing Productive Capacities in Africa and the Least Developed Countries: A Holistic and Practical Guide* (Renforcer et utiliser les capacités productives en Afrique et dans les pays les moins avancés : guide global et pratique). Établi à partir des travaux de la CNUCED, notamment de l'indice, ainsi que de données de comparaison internationale, ce manuel offre un cadre complet pour le renforcement des capacités productives et de la résilience économique face aux chocs. L'indice met en évidence les domaines dans lesquels les pays progressent ou accusent du retard, données statistiques à l'appui, tandis que le manuel est un guide opérationnel sur les moyens de renforcer et d'utiliser les capacités productives pour parvenir à une croissance inclusive et à un développement durable.

En s'appuyant sur l'indice, la présente étude évalue le niveau des capacités productives de 193 pays ou territoires sur la période 2000-2018 et permet de dresser des comparaisons entre pays et des comparaisons régionales, l'objectif étant que les expériences concluantes des uns aident les autres à déterminer les meilleurs moyens de renforcer leurs capacités productives et de promouvoir leur transformation structurelle. Les analyses centrées sur un pays ou sur un groupe présentent l'avantage d'apporter un éclairage unique sur des problèmes de développement particuliers et sur les mesures à prendre pour les régler.

Dans la présente étude, l'accent est mis sur les capacités productives des pays en développement sans littoral, où le renforcement de ces capacités semble crucial et urgent. En effet, ces pays se heurtent à une multitude de problèmes de développement : contraintes d'ordre géographique, éloignement des marchés internationaux, dépendance excessive à l'égard des exportations de produits de base, faible compétitivité des exportations, etc. Nombre d'entre eux ont particulièrement besoin de développer leurs capacités productives pour surmonter ces obstacles relatifs à leur situation géographique, au commerce et au développement, et ainsi créer des conditions plus propices à la production de biens et à la prestation de services. La plupart des pays en développement sans littoral ont aussi de grandes difficultés à transformer structurellement leur économie, car leurs exportations reposent davantage sur les produits de base que celles des autres pays en développement. Ces facteurs influent nettement sur la performance globale des pays du groupe telle que mesurée par l'indice. Les valeurs des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral sont faibles dans toutes les catégories, à l'exception de la catégorie du capital naturel. Dans l'ensemble, le niveau moyen des capacités productives des pays en développement sans littoral est légèrement plus élevé que celui des pays les moins avancés, mais il est plus faible que celui des pays de transit et des autres pays en développement. Il est particulièrement faible dans les catégories de l'énergie, des institutions et du changement structurel. Le renforcement des capacités productives fait partie intégrante de la solution aux problèmes que rencontrent les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, comme le soulignent le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 et le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024.

L'étude met aussi en évidence les enjeux auxquels font face certains pays où l'indice a été testé, contrôlé, validé, puis mis à l'essai dans le cadre de l'élaboration de politiques nationales, à savoir le Botswana, la République démocratique populaire lao et le Rwanda. La performance de ces pays est analysée en comparant leurs résultats à ceux de groupes pertinents. Les pays pilotes sont des pays sans littoral, qui sont fortement tributaires des exportations de produits de base et présentent d'autres similarités. Le Botswana a mis en place des institutions capables de définir et de mettre en œuvre des politiques de développement judicieuses. La République démocratique populaire lao a fait d'importants progrès en vue de sortir de la catégorie des pays les moins avancés. Le Rwanda a constamment amélioré ses résultats économiques et affiche désormais l'un des taux de croissance les plus élevés parmi les pays en développement. Toutefois, ainsi qu'en témoigne leur performance telle que mesurée par l'indice, ces trois pays ont toujours de grandes difficultés à renforcer leurs capacités productives et à transformer structurellement leur économie.

La structure de la présente étude est détaillée ci-après. Dans le chapitre I, les auteurs définissent la notion de capacités productives et décrivent la méthode utilisée pour mesurer le niveau de ces capacités et établir l'indice. Dans le chapitre II, ils présentent les résultats de l'indice pour 193 pays ou territoires et examinent les différences entre différents groupes. Dans le chapitre III, ils se concentrent sur les capacités productives des pays en développement sans littoral et comparent les performances de ces pays à celles des pays en transit et des autres pays en développement, ainsi que des pays les moins avancés. Ils présentent également trois études de cas, qui concernent le Botswana, la République démocratique populaire lao et le Rwanda. Enfin, dans le chapitre IV, ils formulent des conclusions et des recommandations.

1.

LES CAPACITÉS PRODUCTIVES : TRADUIRE UN CONCEPT ABSTRAIT EN UN INDICE COMPOSITE MESURABLE

La croissance économique, la réduction de la pauvreté et le développement durable résultent de processus complexes qui dépendent d'une multitude de facteurs étroitement liés. La formulation du concept de capacités productives tient compte de cette complexité ainsi que des défis nombreux et variés que pose le développement. Toutefois, même s'il est généralement admis que les capacités productives reposent sur une série de facteurs nécessaires à la prospérité de la société et de l'économie, l'expression fait l'objet d'interprétations diverses. Afin d'expliquer ce concept, les auteurs proposent, en début de chapitre, un examen détaillé de la définition et des éléments constitutifs des capacités productives. Par la suite, ils démontrent en quoi les capacités productives sont importantes et comment, en axant leurs efforts de développement sur ces capacités, les décideurs et les spécialistes de l'analyse des politiques peuvent disposer d'un outil analytique complet qui les aide à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des stratégies plus efficaces, à renforcer la résilience face aux chocs et à favoriser une croissance inclusive et un développement durable. Enfin, les auteurs reviennent sur certaines difficultés liées à la quantification des capacités productives et présentent l'approche globale adoptée par la CNUCED à cet égard.

Le concept de capacités productives

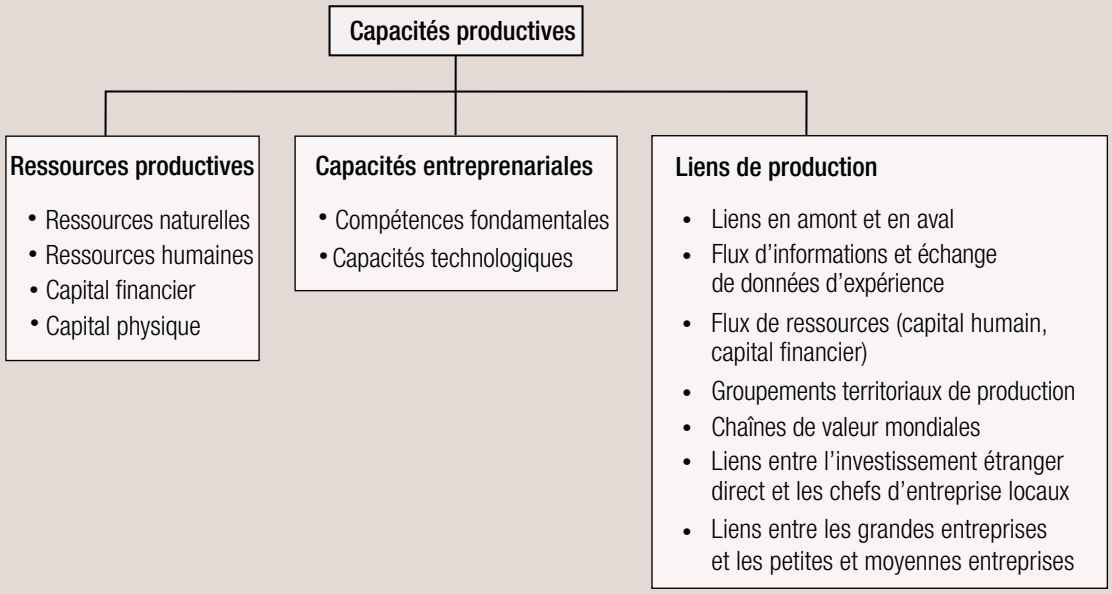
Si l'on s'accorde à dire qu'il faut développer les capacités productives pour assurer une croissance économique soutenue et un développement durable, ce concept ne fait l'objet d'aucune définition universellement reconnue (voir CNUCED, 2006). Il peut sembler simple, mais en l'examinant de plus près, on s'aperçoit de sa complexité. Ainsi, on ne peut pas directement déterminer si les capacités nécessaires à la production s'entendent au sens strict (capacités axées sur les facteurs de production) ou au sens large (ce qui comprend les systèmes de production dans lesquels les acteurs exercent leurs activités). Il n'est pas non plus facile de savoir dans quelle mesure tenir compte des attributs existants ou potentiels de ces capacités. Par exemple, une terre fertile mais encore jamais cultivée devrait-elle être considérée comme une capacité productive ? Selon ce raisonnement, les capacités productives pourraient avoir autant de définitions qu'il y a d'entités pour les définir. En l'occurrence, la définition donnée par l'Organisation mondiale du commerce est axée sur les échanges tandis que celle de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel est axée sur l'industrie. L'indice du capital humain (Banque mondiale) et l'indice de développement humain (Programme des Nations Unies pour le développement) ont, pour leur part, des définitions plutôt centrées sur les capacités humaines.

Pour simplifier, on peut considérer que l'étude des capacités productives constitue une approche globale qui tient compte de tous les obstacles au progrès économique et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Au sens large, les capacités productives sont les « ressources productives, capacités entreprenariales et liens de production qui, conjugués, déterminent la capacité d'un pays de produire des biens et services et lui permettent de croître et de se développer » (CNUCED, 2006). Cette définition met l'accent sur les trois éléments fondamentaux, distincts mais interdépendants, qui composent les capacités productives (fig. 1).

Les ressources productives sont les facteurs de production, qui comprennent les ressources humaines et naturelles ainsi que le capital financier et physique. Les ressources humaines font référence à la main-d'œuvre en termes quantitatifs et qualitatifs et touchent donc à des questions liées à l'éducation, à la santé et aux compétences. Les ressources naturelles comprennent notamment les terres agricoles, l'eau et les ressources forestières et énergétiques. Les ressources en capital financier renvoient à la disponibilité et au coût du capital financier nécessaire au financement de la production, de l'investissement et de l'innovation. Les ressources en capital physique se composent des installations de production et des infrastructures matérielles (transports, énergie et télécommunications).

Les capacités ou aptitudes entreprenariales sont les capacités des entreprises et des ménages de produire des biens et des services. La distinction suivante est opérée entre les compétences fondamentales ou de base et les capacités technologiques : les compétences de base concernent l'application des compétences, connaissances et informations actuelles aux ressources productives existantes, qui vise à transformer les intrants en produits,

Figure 1. Les trois éléments fondamentaux des capacités productives



Source : CNUCED, 2006, p. 65.

tandis que les capacités technologiques relèvent de la faculté dynamique d'améliorer les compétences de base et, ce faisant, d'augmenter la productivité, la compétitivité et la rentabilité, et ouvrent donc la voie à une économie créative, souple et dynamique. Les capacités technologiques sont quant à elles composées des cinq domaines de compétences suivants : développement des installations matérielles (capacités d'investissement) ; modernisation des produits et des procédés (capacités d'innovation progressive) ; création de nouveaux marchés (capacités de commercialisation stratégique) ; exploitation du transfert de technologie (capacités d'établir des liens) ; création de nouvelles technologies (capacités d'innovation radicale).

Les liens de production sont les interactions entre les secteurs économiques et entre les entreprises sous la forme d'échanges commerciaux et de flux d'investissement et de technologies entre entreprises ou exploitations agricoles d'un même pays ainsi qu'entre entreprises ou exploitations agricoles de pays différents. On estime que la présence de liens en amont et en aval et le fait que les ressources productives passent des secteurs traditionnels aux secteurs modernes sont les signes d'une transformation structurelle. De la même façon, les liens et les flux entre entreprises ont longtemps été considérés comme des facteurs importants pour la productivité et la compétitivité des pays, et certaines études ont mis en relief, entre autres, les liens en amont et en aval (Hirschman, 1958), les chaînes de valeur mondiales (Gereffi, 1995 ; Humphrey et Schmitz, 2002) et les groupements de production (Porter, 1990). Les liens de production comprennent donc différents types d'interactions qui touchent les secteurs et toutes les catégories d'acteurs économiques, notamment les petites et moyennes entreprises, les grandes entreprises, les ménages, les entreprises nationales et les entreprises étrangères.

Il ressort de la définition des capacités productives que leurs trois éléments fondamentaux déterminent la capacité d'une économie de produire à la fois des biens et des services. On peut en déduire que ces trois éléments interagissent et que leur incidence sur les capacités productives accroît ou diminue en fonction de leur influence mutuelle. Par exemple, l'amélioration des aptitudes entreprenariales et le renforcement des liens de production permettent d'optimiser l'utilisation des ressources productives. L'articulation entre les ressources productives, les aptitudes entreprenariales et les liens de

production confère à chaque pays un ensemble de capacités unique pour la production de biens et de services. De plus, les attributs de ces trois éléments et leur dosage conditionnent les types de biens et de services produits, car les capacités productives sont souvent propres à une activité en ce qu'elles contribuent à développer certains produits et procédés, d'une part, et entravent d'autres activités qu'il pourrait être avantageux d'entreprendre, d'autre part. Cette idée rejoint le théorème de Heckscher-Ohlin, selon lequel les pays exportent des biens qui utilisent de façon intensive le facteur dont ils sont abondamment dotés. Ainsi, si un pays réalise des investissements importants dans le secteur du textile et de l'habillement, les compétences et le capital physique résultant de ces investissements ne pourront pas être mis à profit dans d'autres secteurs dont les activités sont différentes.

Les capacités productives sont donc un concept important en ce sens qu'elles tiennent compte d'un large éventail de facteurs qui contribuent au développement national. Au-delà de cette approche intégrée de la production de biens et de services, le renforcement des capacités productives présente l'intérêt de remédier simultanément à plusieurs difficultés en matière de développement et à la vulnérabilité socioéconomique. Au lieu de se limiter à un seul enjeu, comme la croissance économique ou la réduction de la pauvreté, il peut avoir des effets bénéfiques dans un vaste ensemble de domaines. Par exemple, il contribue directement à alléger les contraintes liées à l'offre et à réduire le chômage, et joue donc un rôle majeur en faveur de la croissance économique, de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté. De même, il est crucial de renforcer les capacités productives pour encourager la diversification et la transformation structurelle, elles-mêmes considérées comme essentielles à la croissance inclusive et au développement à long terme. Il est également possible de créer un cercle vertueux dans lequel les capacités productives appuient la réalisation d'objectifs de développement tels que la croissance économique et la réduction de la pauvreté, lesquels favorisent à leur tour le développement des capacités productives et contribuent à réduire la vulnérabilité systémique aux chocs extérieurs négatifs, par exemple à ceux que la pandémie de COVID-19 a causés.

Il est donc doublement intéressant de se concentrer sur les capacités productives. Premièrement, ce concept donne un aperçu complet des principaux intrants nécessaires à la production de biens et de services dans une économie. Deuxièmement, il permet d'obtenir des résultats qui ont des incidences sur toutes sortes de problèmes liés au développement. Ces deux attributs font de l'étude des capacités productives un outil analytique et stratégique particulièrement précieux. C'est la raison principale pour laquelle les décideurs et les spécialistes de l'analyse des politiques devraient veiller à placer ces capacités au centre des efforts de développement et ont commencé à le faire, comme en témoigne la place importante qu'elles occupent dans les déclarations et accords internationaux tels que le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 et le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024.

Rendre compte du niveau des capacités productives grâce à un indice composite

Les indicateurs à utiliser pour calculer l'indice des capacités productives ont avant tout été sélectionnés en fonction de leur pertinence, telle que mise en évidence par l'analyse conceptuelle des capacités productives que la CNUCED a menée. La disponibilité, la cohérence, la fiabilité et la comparabilité des données sur le plan international ont également pesé dans le choix d'un indicateur donné. De plus, on a prêté attention à l'objectif ultime de l'indice, qui est de contribuer à l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles grâce à un outil stratégique global et cohérent. Il fallait donc proposer un indice composite direct et simple d'utilisation, et pour ce faire, on a volontairement limité le nombre d'indicateurs utiles à son calcul pour ne pas l'alourdir ni le surcharger, de sorte que les décideurs, les spécialistes et les professionnels puissent comprendre les indicateurs composites et les appliquer facilement. D'autres indicateurs susceptibles de présenter un intérêt pour l'indice pourront être envisagés lorsque celui-ci sera élargi, mis à jour ou enrichi. Il pourrait par exemple sembler important d'examiner les indicateurs relevant du capital humain qui mesurent la qualité des services d'éducation et de santé. L'indice du capital humain

de la Banque mondiale et les indicateurs relatifs à la qualité de l'éducation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui comprennent des résultats d'épreuves harmonisés ou normalisés, la durée de la scolarité corrigée en fonction de l'apprentissage, et la durée attendue de la scolarité, ventilés par sexe, pourraient être jugés pertinents. L'indice des capacités productives prend en compte la durée attendue de la scolarité et les dépenses de recherche-développement en pourcentage du PIB ainsi que l'espérance de vie corrigée en fonction de la santé et les dépenses de santé en pourcentage du PIB, car on dispose des données correspondantes et ces indicateurs sont en rapport avec les capacités productives. Pour que l'indice tienne compte de la dimension de genre, au lieu de données ventilées par sexe dans le cadre des autres indicateurs, on utilise le taux de fécondité comme indicateur indirect pour plusieurs indicateurs de l'indice d'égalité de genre, élaboré par l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes, qui compte environ 15 indicateurs pour lesquels on ne dispose pas, dans l'immédiat, de données mondiales cohérentes et complètes (voir Barnat, MacFeely et Peltola, 2019). Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas d'autres indicateurs ou que les autres indicateurs sont moins importants. Toutefois, il n'est pas simple d'obtenir des données pour tous les indicateurs pertinents et pour tous les pays, notamment les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays d'Afrique. De plus, même s'il existe d'autres indices pour plusieurs catégories entrant dans l'indice des capacités productives, on a voulu éviter autant que possible d'utiliser des indices pour le calculer, afin de garantir la cohérence de la méthode et la pertinence de l'analyse. De même, un petit nombre d'indicateurs a été retenu dans la catégorie des transports, et d'aucuns peuvent objecter que d'autres indicateurs auraient pu être choisis. Le passager-kilomètre payant, la tonne-kilomètre payante, les destinations desservies par des vols directs et d'autres indicateurs ont fréquemment été utilisés dans l'étude des transports, par les chercheurs universitaires et par les professionnels du secteur, et pourraient se révéler utiles dans le cadre de l'étude des capacités productives. Cependant, il existe des difficultés liées à la disponibilité, à la cohérence et à la comparabilité de ces données.

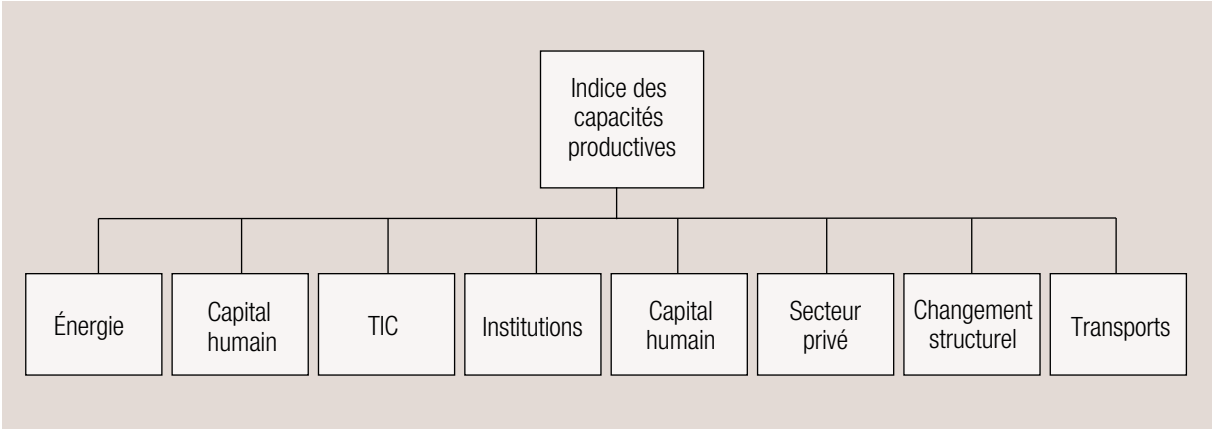
Outre les restrictions relatives aux données, on rencontre plusieurs problèmes lorsqu'on cherche à évaluer les capacités productives pour établir un indice composite. Sur le plan opérationnel, l'étendue et l'ampleur des capacités productives, qui sont pourtant leur atout principal d'un point de vue conceptuel, complique la tâche consistant à déterminer quels indicateurs doivent être pris en compte dans l'évaluation. En outre, il n'est pas toujours simple de définir comment mesurer certains indicateurs, notamment les indicateurs relatifs aux aptitudes entreprenariales, étant donné que ceux-ci portent essentiellement sur les connaissances non techniques et le capital de savoir des entreprises ou des industries, qui sont multidimensionnels et ancrés dans la structure de production. Comme la mesure de la transformation structurelle est envisagée sous l'angle de la complexité des exportations, c'est-à-dire de leur intensité et de leur avance technologiques, il est difficile d'évaluer le niveau et l'ampleur de la transformation structurelle d'une économie donnée en vue de formuler et de mettre en œuvre les politiques à même d'encourager la poursuite de la transformation.

Pour choisir des variables qui s'appuient sur le cadre théorique, les auteurs de la présente étude ont consulté les précédentes analyses menées par la CNUCED en ce qui concerne les capacités productives (CNUCED, 2006 ; CNUCED, 2016) ainsi que les déclarations et accords internationaux pertinents, ce qui leur a permis de définir les huit catégories distinctes qui composent l'indice des capacités productives (fig. 2).

L'élaboration de l'indice composite, multidimensionnel et mondial des capacités productives a suivi des étapes, des techniques et des méthodes statistiques rigoureuses.

Premièrement, il arrive fréquemment que les données ne soient pas disponibles. Une stratégie a donc été mise au point dans le but d'imputer des valeurs pour les données manquantes, ce qui suppose un processus en deux étapes, l'estimation et le calcul. Lors de la première étape, les données manquantes ont été déduites par interpolation ou par extrapolation. Si, par exemple, on disposait de données pour les années 2007 et 2010, mais pas pour 2008 et 2009, on utilisait alors les valeurs existantes pour compléter les données

Figure 2. Catégories de l'indice des capacités productives



Note : Les catégories (et certains indicateurs) sont l'énergie (électricité et pétrole), le capital humain (éducation et santé), les TIC (large bande et téléphones portables), les institutions (efficacité des pouvoirs publics et état de droit), le capital naturel (agriculture et intensité matérielle), le secteur privé (crédit intérieur et coût et durée des importations et exportations), le changement structurel (complexité économique et formation brute de capital fixe) et transports (transport aérien et lignes ferroviaires). La formation brute de capital fixe est utilisée au lieu des flux de capital ou d'investissement en pourcentage du PIB ; on la définit habituellement comme la valeur des acquisitions moins la cession d'actifs fixes existants ou nouveaux, qui sont des actifs corporels ou incorporels issus des procédés de production et utilisés à leur tour de façon répétée ou continue dans d'autres procédés de production pour une période supérieure à un an.

Source : CNUCED.

manquantes. Lors de la deuxième étape, on a calculé les valeurs pour lesquelles des observations manquaient à partir des valeurs observées dans les économies du voisinage immédiat, en postulant qu'une fois les différences de revenu prises en compte, la croissance suivrait à peu près la même trajectoire dans deux pays voisins dont l'économie était comparable.

Deuxièmement, il existe souvent des corrélations entre les indicateurs, de sorte qu'il convient de mettre en place une méthode pour réduire la dimensionalité dans le cadre d'une analyse à variables multiples, qui comprend l'analyse en composantes principales. Celle-ci permet de générer des axes qui sont des combinaisons linéaires des données originales et sont utilisés pour réduire la dimensionalité. Autrement dit, la méthode d'analyse en composantes principales facilite l'extraction des facteurs latents qui représentent le mieux les données originales et la compréhension des raisons pour lesquelles les indices varient (Barnat, MacFeely et Peltola, 2019). Toutefois, comme il est ressorti des différents examens collégiaux, l'analyse en composantes principales seule ne suffit pas à satisfaire l'objectif recherché. Il faut, partant, aller chercher du côté d'autres méthodes statistiques qui ont fait leurs preuves. L'approche retenue, décrite dans l'analyse de la charge mondiale de la morbidité en 2016 (Global Burden of Disease 2016 ; Healthcare Access and Quality Collaborators, 2018), a servi à calculer les résultats pour les catégories de l'indice par la pondération, la normalisation et l'agrégation des facteurs latents correspondants. On a ainsi extrait les résultats de ces facteurs pour chaque catégorie et, afin de réduire les incidences potentielles de facteurs moins pertinents ou non pertinents, on les a pondérés en fonction de leur capacité d'expliquer la variance des données originales. Cependant, les facteurs latents varient généralement beaucoup, à la fois en ce qui concerne la répartition et les moments, ce qui signifie que les variables peuvent prendre des valeurs très différentes, d'où la nécessité d'imposer une échelle similaire aux résultats de tous les facteurs pour pouvoir les comparer. Il faut donc avoir recours à des techniques de normalisation et, aux fins de la présente étude, l'approche courante consistant à calculer les déviations à l'aide des valeurs maximales et minimales observées dans les données pour chaque pays-année a été adoptée. Pour chacun des résultats des facteurs, la déviation de la valeur observée a été déduite du minimum observé et la valeur résultante a été divisée par

la déviation de la valeur minimale par rapport au maximum observé, ce qui a donné des résultats normalisés dans un intervalle compris entre 0 et 100. Les valeurs minimales et maximales ont servi à normaliser les variations de la répartition et certaines valeurs des facteurs latents. Cette méthode reposait sur une technique statistique consistant à prendre la déviation de la valeur observée pour un facteur donné par rapport au minimum observé et à la diviser par la différence entre les minimum et maximum observés (pour consulter la formule statistique utilisée, se référer à la base de données UNCTADStat).

Troisièmement, une fois exprimés dans une échelle comparable, les résultats ont été agrégés pour former une valeur unique attribuée à chaque catégorie de l'indice. La valeur finale de l'indice était la moyenne géométrique des valeurs correspondant aux huit catégories. L'avantage qu'offre cette moyenne par rapport à la moyenne arithmétique tient à la possibilité d'appréhender les politiques de façon équilibrée à travers les trois éléments des capacités productives. En d'autres termes, la moyenne géométrique permet d'orienter les politiques de développement de façon à ce que la même importance soit accordée à chacun des éléments des capacités productives, d'où la nécessité de formuler et de mettre en œuvre des stratégies multisectorielles globales et cohérentes assorties de politiques microéconomiques et macroéconomiques.

Enfin, il importe de garantir la cohérence interne et la robustesse de chacune des catégories en recourant à une analyse de sensibilité. L'incidence des différentes données choisies sur les résultats de l'indice a été évaluée par la comparaison des classements obtenus dans les différentes catégories et spécifications. En ce qui concerne les spécifications, les variations étaient liées aux techniques d'imputation et aux stratégies de normalisation. Les résultats étaient encourageants dans la mesure où les corrélations entre l'indice et les catégories étaient positives et souvent égales ou supérieures à 0,7, à l'exception du capital naturel. En parallèle, le coefficient alpha de Cronbach a été calculé dans le but de vérifier la robustesse et la cohérence interne de chaque catégorie (voir CNUCED, 2020). Cette technique aide à comprendre le degré de corrélation entre les variables et chaque indicateur sous-jacent. Elle ne dispose pas de seuil statistique, mais la corrélation était largement supérieure à 0,5 pour la quasi-totalité des catégories, à l'exception des catégories de l'énergie (0,3) et du capital naturel (-0,1) seulement. Les valeurs relativement inférieures ou négatives obtenues pour le coefficient alpha de Cronbach, en particulier dans les catégories de l'énergie et du capital naturel, peuvent s'expliquer par une plus grande dimensionalité des variables de ces catégories, notamment des variables faiblement ou négativement corrélées issues de domaines différents. Les résultats obtenus grâce à cette technique sont cohérents avec les évaluations fondées sur les corrélations internes entre les catégories et entre ces dernières et l'indice.

II.

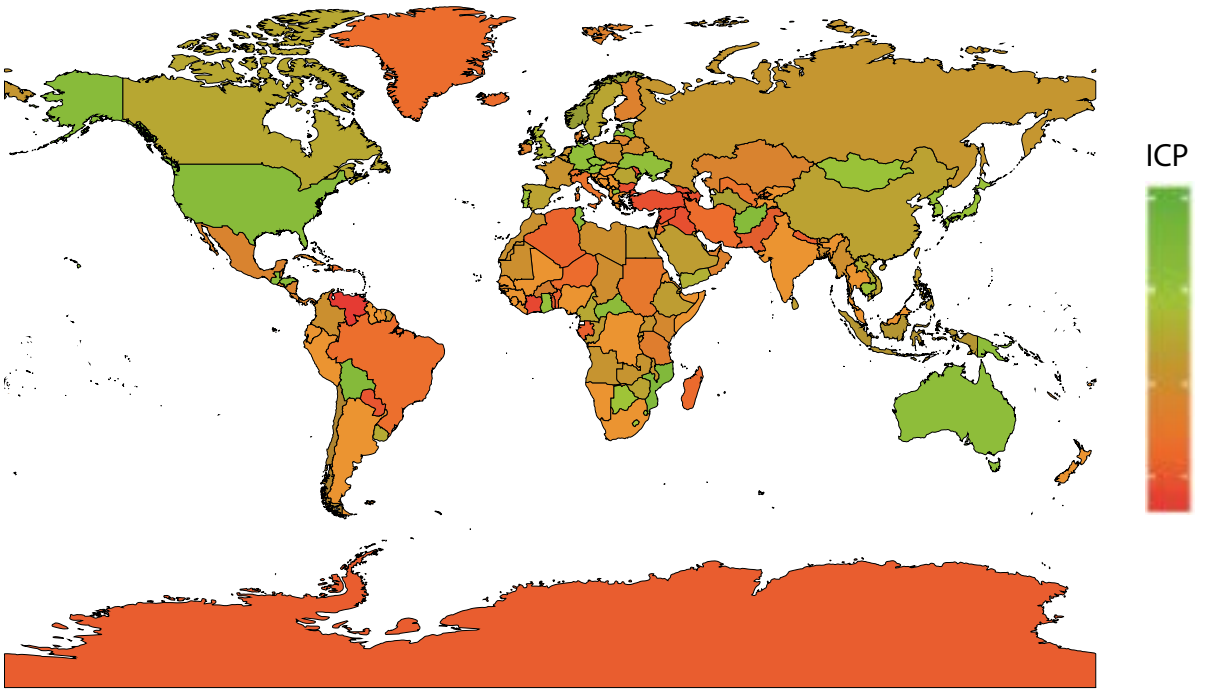
INDICE DES CAPACITÉS PRODUCTIVES : MESURE ET PERFORMANCE

Le présent chapitre porte sur les valeurs de l'indice des capacités productives (ICP) de 193 pays ou territoires et sur le niveau de leurs capacités productives. Ces valeurs peuvent aller de 0 à 100 (les limites ne sont pas incluses) et sont calculées sur la base des résultats obtenus dans chacune des huit catégories qui composent l'indice, à savoir l'énergie, le capital humain, les TIC, les institutions, le capital naturel, le secteur privé, le changement structurel et les transports. Pour ces 193 pays ou territoires, les capacités productives ont été mesurées et étalonnées pour la période allant de 2000 à 2018. Les données réelles et les informations statistiques étant disponibles pour la période 2000-2016, mais pas pour 2017 et 2018, les valeurs retenues pour ces deux années correspondent à des estimations obtenues à l'aide d'un système de prévision automatique qui fournit des observations pour chacun des indicateurs utilisés dans l'indice.

On trouvera dans le tableau 1 le classement pour 2018 des 193 pays ou territoires au regard de leur ICP (voir l'annexe 1 pour les valeurs détaillées dans chacune des huit catégories). La moyenne arithmétique simple de l'indice est de 26,76, et la valeur médiane est de 27,81. Les États-Unis d'Amérique se classent en tête (ICP de 50,51), tandis que le Tchad arrive en dernière position (17,14). Comme on pouvait s'y attendre, les pays développés occupent pour la plupart la tête du classement, suivis par les économies en développement d'Asie de l'Est, les pays les moins développés se situant principalement vers le bas du classement. Cette constatation vaut également pour les statistiques récapitulatives des différents groupes ; ainsi, si l'ICP médian des pays développés et des économies en développement d'Asie de l'Est est respectivement de 41,73 et de 40,00, la valeur médiane des autres pays en développement est de 32,45, celle des pays de transit de 26,65 et celle des pays les moins avancés de 23,66 (voir l'annexe 2). Enfin, les pays en développement sans littoral obtiennent une valeur médiane de 26,1 (les niveaux des capacités productives des pays de cette catégorie sont examinés au chapitre III).

La figure 3 donne un aperçu pour 2018 des valeurs de l'ICP aux niveaux régional et national. Comme prévu, les pays développés d'Amérique du Nord, à savoir le Canada et les États-Unis, affichent des valeurs élevées – respectivement 50,51 et 42,30 –, suivis par les pays européens, dont le résultat médian est de 41,27. Parmi les pays en développement, les pays d'Amérique latine ont la valeur médiane la plus élevée (32,14), suivis par ceux de l'Océanie (31,67), de l'Asie (31,18) et de l'Afrique (23,84). Ces grands

Figure 3. Carte des résultats au niveau mondial, 2018



Source : Calculs de la CNUCED.

Tableau 1. Valeurs de l'indice des capacités productives et classement mondial pour 2018

Classement	Pays ou territoire	Indice des capacités productives
178	Afghanistan	22,12
73	Afrique du Sud	34,05
102	Albanie	31,65
133	Algérie	27,76
5	Allemagne	47,38
23	Andorre	41,85
177	Angola	22,16
63	Arabie saoudite	34,73
85	Argentine	33,03
96	Arménie	32,16
19	Australie	42,59
15	Autriche	43,97
119	Azerbaïdjan	30,22
51	Bahamas	36,28
39	Bahreïn	39,03
140	Bangladesh	26,85
40	Barbade	38,40
66	Bélarus	34,39
12	Belgique	44,98
69	Belize	34,26
163	Bénin	23,84
120	Bhoutan	30,11
129	Bolivie (État plurinational de)	29,08
88	Bosnie-Herzégovine	32,86
116	Botswana	30,59
100	Brésil	31,69
58	Brunéi Darussalam	35,19
59	Bulgarie	35,09
183	Burkina Faso	21,70
188	Burundi	20,79
108	Cabo Verde	31,11
142	Cambodge	26,46
166	Cameroun	23,60
20	Canada	42,30
49	Chili	36,61
33	Chine	40,00
8	Hong Kong (Chine)	45,81
36	Macao (Chine)	39,46
34	Chypre	39,80
91	Colombie	32,45
156	Comores	24,60

Tableau 1. Valeurs de l'indice des capacités productives et classement mondial pour 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Indice des capacités productives
180	Congo	22,06
56	Costa Rica	35,48
159	Côte d'Ivoire	24,43
50	Croatie	36,48
115	Cuba	30,62
7	Danemark	46,12
134	Djibouti	27,41
70	Dominique	34,15
125	Égypte	29,39
93	El Salvador	32,42
21	Émirats arabes unis	42,30
106	Équateur	31,38
185	Érythrée	21,64
28	Espagne	41,02
30	Estonie	40,26
135	Eswatini	27,40
1	États-Unis d'Amérique	50,51
169	Éthiopie	23,53
76	Fédération de Russie	33,85
101	Fidji	31,67
24	Finlande	41,81
14	France	44,36
146	Gabon	26,01
155	Gambie	24,61
75	Géorgie	33,89
139	Ghana	26,90
44	Grèce	37,91
65	Grenade	34,60
130	Guatemala	28,91
165	Guinée	23,66
170	Guinée équatoriale	23,47
111	Guyana	30,94
176	Haïti	22,49
131	Honduras	28,04
38	Hongrie	39,13
113	Îles Marshall	30,71
145	Îles Salomon	26,21
112	Inde	30,90
121	Indonésie	29,94
114	Iran (République islamique d')	30,69
175	Iraq	22,92

Tableau 1. Valeurs de l'indice des capacités productives et classement mondial pour 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Indice des capacités productives
9	Irlande	45,54
3	Islande	47,96
31	Israël	40,20
53	Italie	35,99
89	Jamaïque	32,63
10	Japon	45,29
110	Jordanie	31,01
118	Kazakhstan	30,48
148	Kenya	25,73
136	Kirghizistan	27,37
132	Kiribati	27,94
74	Koweït	33,98
128	Lesotho	29,15
43	Lettonie	37,96
78	Liban	33,68
172	Libéria	23,31
162	Libye	24,16
42	Lituanie	38,04
4	Luxembourg	47,62
82	Macédoine du Nord	33,32
179	Madagascar	22,10
62	Malaisie	34,94
171	Malawi	23,44
72	Maldives	34,13
187	Mali	21,11
26	Malte	41,62
117	Maroc	30,51
46	Maurice	37,39
174	Mauritanie	22,98
95	Mexique	32,18
94	Mongolie	32,29
83	Monténégro	33,24
167	Mozambique	23,59
158	Myanmar	24,49
123	Namibie	29,48
143	Népal	26,32
109	Nicaragua	31,03
189	Niger	20,08
184	Nigéria	21,65
25	Norvège	41,65
18	Nouvelle-Zélande	42,77

Tableau 1. Valeurs de l'indice des capacités productives et classement mondial pour 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Indice des capacités productives
64	Oman	34,60
153	Ouganda	24,91
137	Ouzbékistan	27,18
151	Pakistan	25,17
80	Palaos	33,45
60	Panama	35,08
152	Papouasie-Nouvelle-Guinée	24,97
127	Paraguay	29,16
2	Pays-Bas	48,22
98	Pérou	31,91
122	Philippines	29,88
35	Pologne	39,65
37	Portugal	39,37
29	Qatar	40,81
154	République arabe syrienne	24,67
192	République centrafricaine	18,06
11	République de Corée	45,21
87	République de Moldova	32,87
190	République démocratique du Congo	19,85
138	République démocratique populaire lao	27,12
92	République dominicaine	32,45
161	République-Unie de Tanzanie	24,22
67	Roumanie	34,30
6	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	46,18
150	Rwanda	25,42
77	Sainte-Lucie	33,84
48	Saint-Marin	36,66
71	Saint-Vincent-et-les Grenadines	34,14
103	Samoa	31,54
141	Sao Tomé-et-Principe	26,73
144	Sénégal	26,31
55	Serbie	35,65
54	Seychelles	35,68
186	Sierra Leone	21,62
13	Singapour	44,46
45	Slovaquie	37,48
32	Slovénie	40,05
191	Somalie	19,37
181	Soudan	22,01
157	Soudan du Sud	24,58

Tableau 1. Valeurs de l'indice des capacités productives et classement mondial pour 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Indice des capacités productives
105	Sri Lanka	31,44
17	Suède	43,48
22	Suisse	42,25
104	Suriname	31,54
168	Tadjikistan	23,55
193	Tchad	17,14
27	Tchéquie	41,27
61	Thaïlande	34,99
126	Timor-Leste	29,28
182	Togo	21,85
86	Tonga	32,95
47	Trinité-et-Tobago	36,68
84	Tunisie	33,24
147	Turkménistan	25,88
68	Turquie	34,29
79	Tuvalu	33,55
90	Ukraine	32,63
52	Uruguay	36,05
124	Vanuatu	29,44
149	Venezuela (République bolivarienne du)	25,59
99	Viet Nam	31,71
173	Yémen	23,28
160	Zambie	24,24
164	Zimbabwe	23,70
107	État de Palestine	31,34
57	Aruba	35,45
16	Bermudes	43,68
81	Îles Caïmanes	33,40
97	Curaçao	32,14
41	Guam	38,27

Note : Les pays en développement sans littoral apparaissent en grisé. Il ressort du classement effectué selon l'ICP que les petits États insulaires en développement obtiennent de meilleurs résultats que les autres pays en développement. Toutefois, ces résultats doivent être interprétés avec prudence, en tenant compte des caractéristiques géographiques et structurelles propres à chaque pays. Du fait de leur démographie (faible population) et de leur petite taille ou superficie, les petits États insulaires en développement obtiennent de meilleurs résultats statistiques lorsqu'on utilise des indicateurs de mesure fondés sur des ratios démographiques ou géographiques. Une autre explication majeure de cette performance meilleure qu'attendu tient à la réorientation partielle de l'activité économique de ces pays vers le secteur des services, en particulier l'intermédiation financière, le tourisme et les autres services immatériels.

Source : Calculs de la CNUCED.

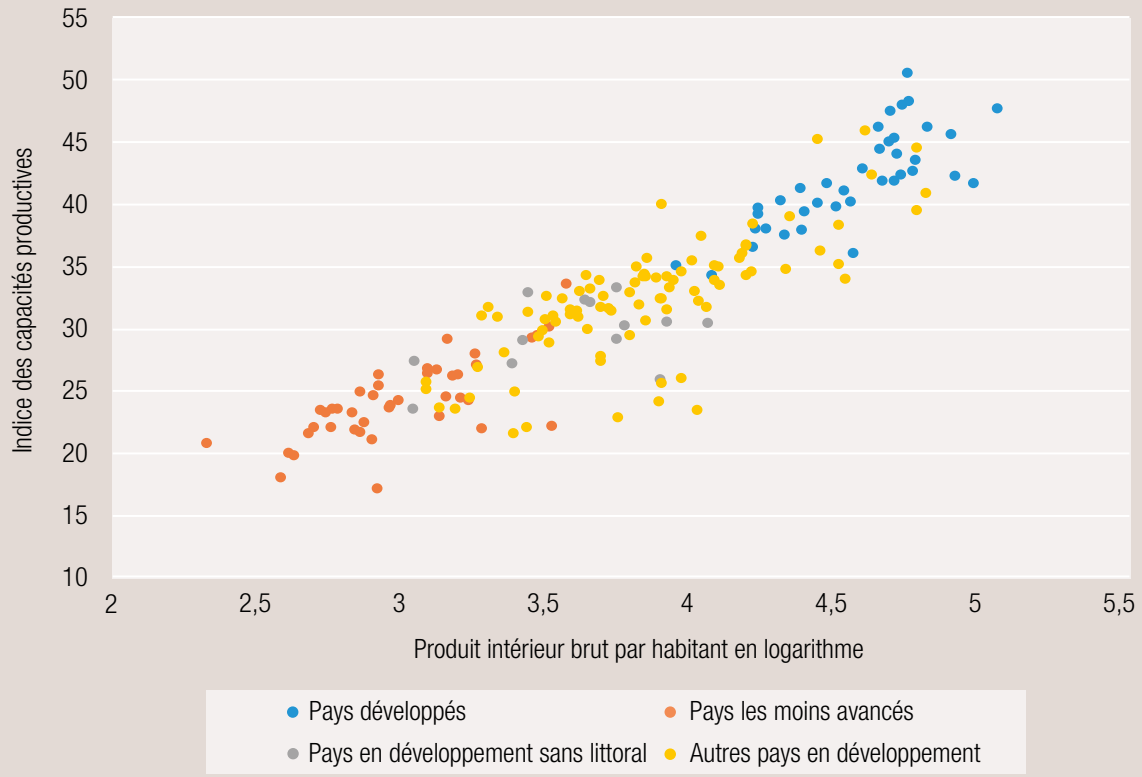
groupements régionaux masquent des variations considérables. Par exemple, le résultat médian des économies de l'Asie de l'Est est de 40,00, c'est-à-dire proche de celui des pays développés, tandis que celui des pays de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Ouest est respectivement de 28,48 et 33,94. De même, le résultat médian des pays d'Afrique du Nord s'élève à 29,39, alors que celui des pays d'Afrique subsaharienne est de 23,63. D'une façon générale, les pays ou les régions à faible ICP ont pour caractéristiques le sous-développement, des niveaux élevés de pauvreté et de chômage et une grande vulnérabilité aux chocs extérieurs, notamment ceux qui sont liés à la pandémie de COVID-19.

Au niveau des pays, l'indice (40,00) et le classement (33e) obtenus par la Chine retiennent l'attention. L'indice de Hong Kong (Chine) est de 45,81 (8e place dans le classement) et celui de Macao (Chine) de 39,46 (36e). La moyenne simple de l'indice de la Chine est d'environ 41,76. La Chine obtient donc un bien meilleur classement que si l'on se fonde sur le PIB par habitant à parité de pouvoir d'achat (81e place), ce qui semble indiquer que la croissance économique future du pays repose sur des bases solides (les données sur le PIB par habitant proviennent de la base de données des Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale). Elle figure parmi les pays les plus performants en termes de capacités productives dans les domaines du changement structurel et des transports. L'Inde occupe également un rang plus élevé si l'on tient compte de l'ICP (112e) plutôt que du PIB par habitant (121e). L'ICP de deux autres pays du groupe BRICS (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Russie) reflète également leur classement mondial en termes de PIB par habitant ; il s'agit du Brésil – classé 100e pour l'ICP et 83e pour le PIB par habitant – et de la Fédération de Russie, qui occupe respectivement les 76e et 58e places dans ces classements. Les économies en développement d'Asie de l'Est affichent quant à elles des résultats nettement supérieurs à la moyenne mondiale, ce qui témoigne de l'ampleur de leur transformation socioéconomique sur une période relativement courte. Comme indiqué, il existe une forte corrélation positive entre les résultats de l'ICP et les niveaux de PIB, qui est mise en évidence dans la figure 4. Il est clair qu'un ICP et un PIB par habitant élevés vont de pair. Cette corrélation est logique, puisque la mesure des capacités productives reflète par définition la capacité à produire des biens et des services. Il existe cependant des différences entre ces deux mesures, notamment parce que les capacités productives et l'indice multidimensionnel revêtent un caractère très large.

On trouvera dans le tableau 2 des données statistiques résumées pour l'ensemble des 193 pays ou territoires, classées selon les catégories de l'ICP. Comme indiqué, les variables sont normalisées en utilisant l'écart entre les valeurs minimales et maximales observées dans les données pour chaque pays-année. Outre les valeurs moyennes ou médianes, il convient de prêter attention à l'écart entre les valeurs minimales et maximales, à la dispersion ou aux écarts types et à la distribution des valeurs dans les huit catégories. Ces valeurs permettent de mieux comprendre les lacunes et les limites qui freinent le renforcement des capacités productives, et elles fournissent à ce sujet des informations spécifiques à chaque catégorie. Par exemple, l'écart entre les valeurs minimales et maximales, c'est-à-dire entre les pays classés premier et dernier, est particulièrement élevé pour les catégories du capital humain, des institutions, du secteur privé et des transports, et, à un degré moindre, pour l'énergie, les TIC et le changement structurel. De même, les écarts types montrent que les dispersions sont les plus élevées dans les catégories des institutions, du capital humain et du secteur privé. Il est donc essentiel que les décideurs tiennent compte de ces analyses et informations statistiques lors de l'élaboration de politiques et de stratégies axées sur le renforcement des capacités productives et la transformation structurelle.

On trouvera dans le tableau 3 une matrice des corrélations qui met en évidence les relations entre l'ICP et les catégories. Il en ressort notamment qu'il existe une corrélation négative entre le capital naturel d'une part, et l'ICP et les autres catégories qui le composent d'autre part. Les autres catégories, en particulier les TIC ($\rho = 0,93$), le capital humain ($\rho = 0,89$), les institutions ($\rho = 0,88$) et l'énergie ($\rho = 0,82$), présentent toutes une corrélation positive avec l'ICP. Ces catégories sont également, dans de nombreux cas, fortement corrélées entre elles, à l'exception notable des transports, dont la corrélation avec le changement structurel et le secteur privé est relativement faible. En outre, les pays en développement, considérés séparément

Figure 4. Corrélation entre l'indice des capacités productives et le produit intérieur brut par habitant ($\rho = 0{,}91$)



Source : Calculs de la CNUCED.

Tableau 2. Statistiques résumées par catégorie, au niveau mondial

	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
Valeur minimale	8,20	26,53	3,14	7,90	31,92	37,97	4,10	5,49	17,14
25e centile	22,04	41,35	7,44	39,93	46,77	75,01	15,76	13,41	26,11
Médiane	27,81	48,12	11,97	51,52	51,62	80,02	19,02	16,27	32,14
Moyenne	26,76	50,55	13,27	54,00	52,29	77,72	19,57	18,43	32,12
75e centile	30,84	56,11	17,17	67,96	57,34	83,81	22,73	21,98	36,64
Valeur maximale	47,11	89,13	36,06	97,44	85,12	94,93	45,32	60,59	50,51
Écart type	6,74	12,98	6,92	19,98	8,38	9,79	5,90	8,05	7,32

Source : Calculs de la CNUCED.

Tableau 3. Matrice des corrélations entre les catégories

	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
Énergie	1,00								
Capital humain	0,73	1,00							
TIC	0,75	0,85	1,00						
Institutions	0,62	0,79	0,81	1,00					
Capital naturel	-0,35	-0,40	-0,42	-0,45	1,00				
Secteur privé	0,50	0,59	0,58	0,67	-0,41	1,00			
Changement structurel	0,59	0,73	0,65	0,59	-0,34	0,56	1,00		
Transports	0,42	0,39	0,53	0,49	-0,48	0,41	0,35	1,00	
Indice des capacités productives	0,82	0,89	0,93	0,88	-0,45	0,71	0,77	0,63	1,00

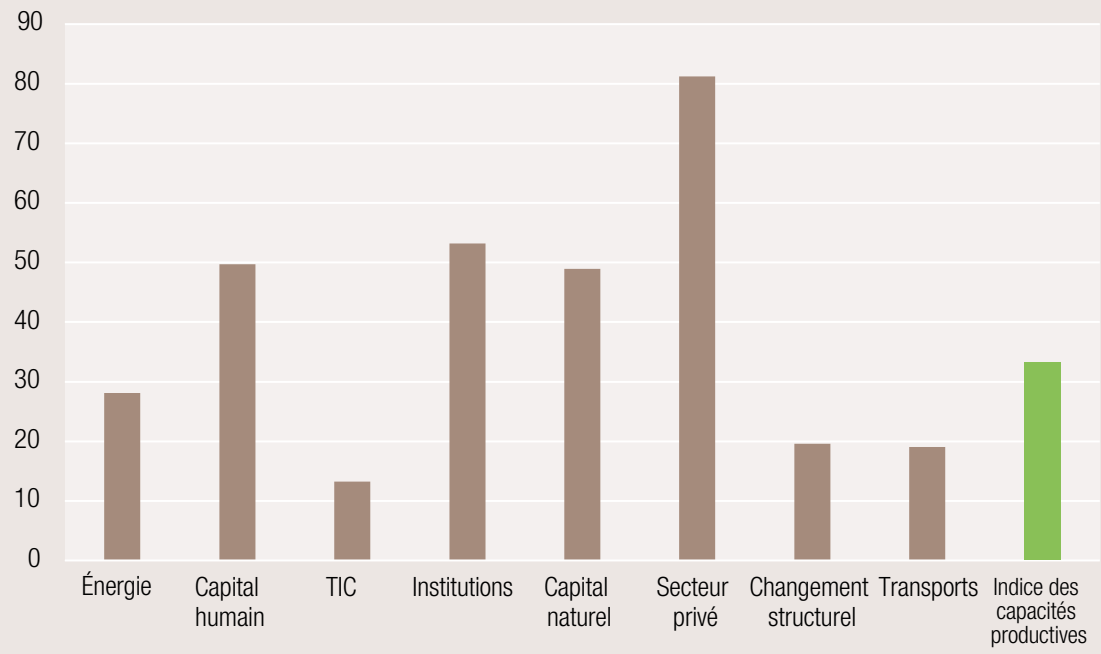
Source : Calculs de la CNUCED.

ou en tant que groupe, obtiennent de meilleurs résultats dans la catégorie du capital naturel. La corrélation négative du capital naturel avec l'ICP et avec les autres catégories découle de la forte dimensionnalité des indicateurs utilisés, qui rendent compte de phénomènes non liés ou corrélés négativement. Cette catégorie se compose de cinq indicateurs, à savoir la part des terres agricoles et des zones forestières dans la surface terrestre, l'ensemble des flux provenant de l'extraction par rapport au PIB, l'intensité matérielle et la rente totale des ressources naturelles en pourcentage du PIB ; ces indicateurs ont des dimensions différentes et sont faiblement, voire négativement, corrélés entre eux et avec les autres grands indicateurs du développement économique. Par exemple, plus le couvert forestier est grand, moins il y a de terres arables ou agricoles, et lorsque de larges zones sont consacrées à l'extraction de minéraux ou à l'excavation, c'est au détriment des zones forestières et des terres agricoles. En outre, la dépendance à l'égard d'éléments du capital naturel tels que les matières premières se traduit par une diversification moindre et une concentration accrue des exportations dans des produits à faible complexité, autant de facteurs qui freinent le développement des capacités productives. C'est pourquoi les pays classés en tête de liste pour l'extraction de matières premières ou très dépendants de la production agricole se retrouvent fréquemment dans les dernières places du classement en fonction de l'ICP, ce qui vaut aussi pour d'autres indicateurs socioéconomiques. En résumé, la corrélation négative n'implique pas un lien de causalité ni une incidence négative de la richesse en capital naturel sur le développement. Elle met plutôt en évidence les occasions manquées de mettre les ressources naturelles au service de la transformation structurelle et du renforcement des capacités productives.

Il est difficile de comparer les résultats obtenus par les différents pays sur la base d'un tableau tel que celui qui figure à l'annexe 1. Les figures 5 à 8 facilitent la visualisation des résultats obtenus par les pays en développement, les pays de transit, les pays développés et les autres pays en développement, et la comparaison entre eux.

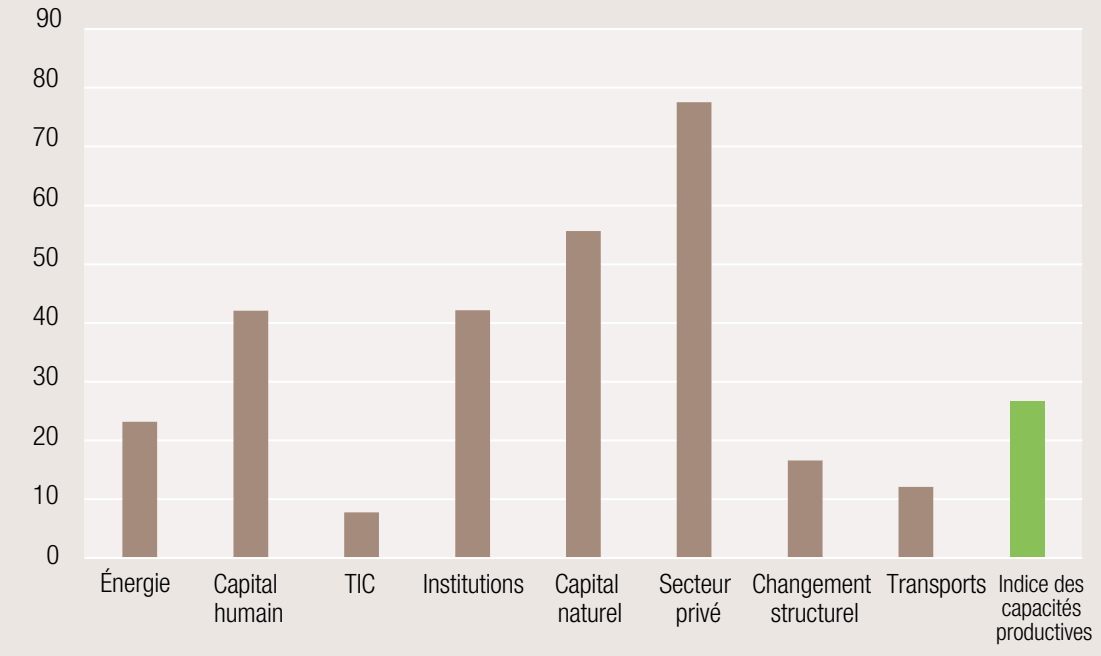
Les différences au sein des groupes indiquent que les capacités productives des pays en développement se sont renforcées au fil du temps, l'amélioration la plus importante concernant la catégorie du secteur privé. C'est dans la catégorie des institutions que la dispersion des valeurs est la plus grande, comme en témoignent l'écart type relativement élevé, les écarts entre les valeurs minimale et maximale et les comparaisons entre les centiles. On constate également des variations particulièrement

Figure 5. Résultats des pays en développement, par catégorie



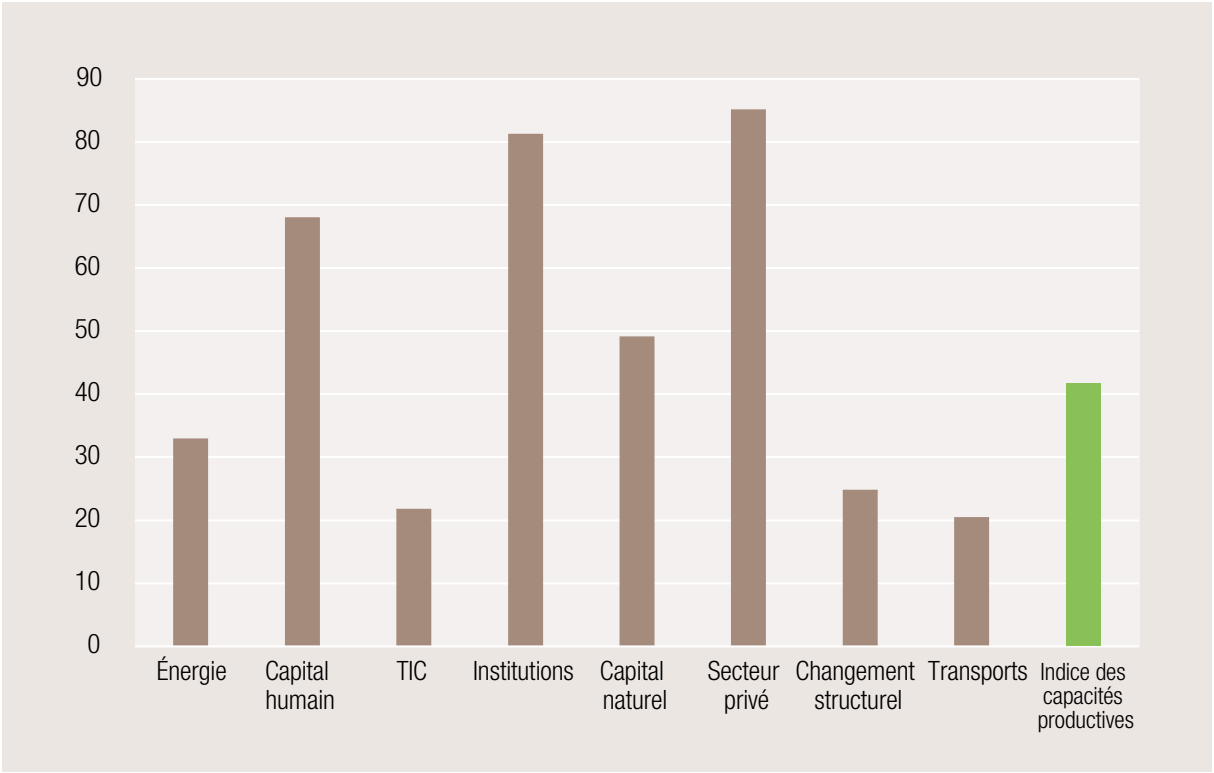
Source : Calculs de la CNUCED.

Figure 6. Résultats des pays de transit, par catégorie



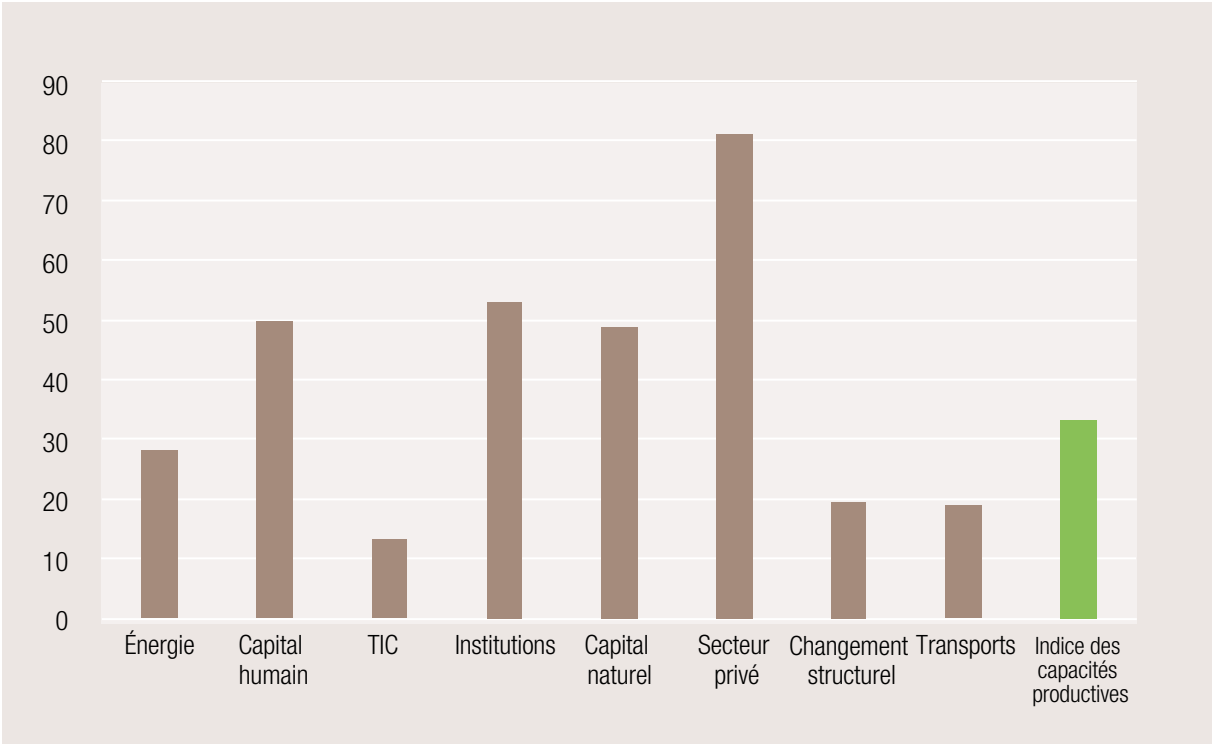
Source : Calculs de la CNUCED.

Figure 7. Résultats des pays développés, par catégorie



Source : Calculs de la CNUCED.

Figure 8. Résultats des autres pays en développement, par catégorie



Source : Calculs de la CNUCED.

importantes entre les pays en développement dans la catégorie du capital humain.

La situation des pays de transit est tout à fait différente. Dans deux catégories, le secteur privé et le changement structurel, le niveau de leurs capacités productives est comparable à celui des autres pays en développement, mais les pays de transit obtiennent des résultats nettement plus élevés dans la catégorie du capital naturel. Dans le même temps, ces pays accusent un retard par rapport aux autres pays en développement dans les catégories de l'énergie, du capital humain, des TIC, des institutions et des transports. Au sein de ce groupe, les variations les plus nettes concernent le capital humain et les institutions. La valeur moyenne de l'ICP des pays de transit (27,71) est légèrement inférieure à celle des autres pays en développement, légèrement supérieure à celle des pays en développement sans littoral, et nettement plus élevée que celle des pays les moins avancés. Les pays de transit obtiennent des résultats moyens particulièrement élevés dans la catégorie du capital naturel (55,59) en comparaison des autres pays en développement (49,90). L'autre catégorie dans laquelle le niveau moyen de leurs capacités productives est comparable à celui des autres pays en développement est le secteur privé (77,03). Les capacités productives des pays de transit sont plus faibles dans les catégories de l'énergie, des TIC, du changement structurel et des transports, bien que leurs résultats dans ces domaines soient plus élevés que les valeurs moyennes des pays en développement sans littoral.

Les pays développés obtiennent leurs meilleurs résultats dans les catégories du secteur privé, des institutions et du capital humain, et, à un degré moindre, dans celles du capital naturel, de l'énergie et du changement structurel. Leurs valeurs les plus basses concernent la catégorie du capital naturel, et les variations les plus notables sont enregistrées dans les catégories de l'énergie, des institutions et des transports.

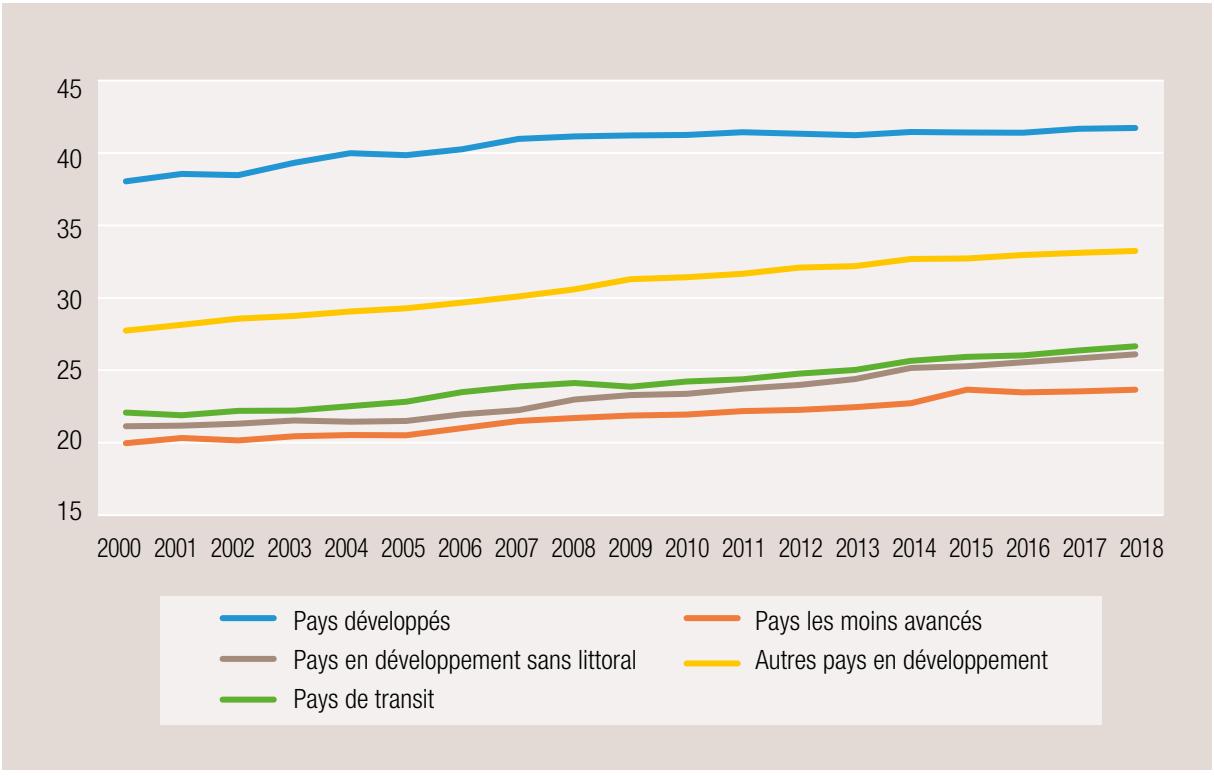
Le niveau des capacités productives des autres pays en développement est supérieur à celui des pays en développement sans littoral et des pays de transit, les valeurs les plus élevées concernant le secteur privé, les institutions, le capital humain et le capital naturel. À l'inverse de ces deux autres groupes de pays, le capital naturel est l'une des catégories dans lesquelles le niveau moyen des capacités productives compte parmi les plus faibles (49,90), en raison de la diversité des indicateurs utilisés dans les pays en développement pour mesurer le capital naturel. Une comparaison transversale des pays en développement sans littoral, des pays de transit et des autres pays en développement met en évidence l'ampleur du retard que les pays de ce premier groupe ont pris, puisqu'ils sont classés en dernière position dans toutes les catégories sauf une (le capital naturel). Les autres pays en développement obtiennent des valeurs moyennes relativement élevées dans toutes les catégories sauf une (le capital naturel). En dépit de ces différences, les pays en développement sans littoral, les pays de transit et les autres pays en développement ont des résultats similaires dans certaines catégories – notamment les TIC, les institutions et le changement structurel –, dans lesquelles leur désavantage vis-à-vis des pays développés est le plus marqué.

La comparaison entre les groupes montre que les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral se situent au bas de l'échelle (fig. 9). Les autres pays en développement ont également des résultats inférieurs à la moyenne des pays développés, qui obtiennent les meilleures valeurs moyennes dans l'ensemble des huit catégories, sauf dans celle du capital naturel, où ils sont devancés par les pays en développement. Par ailleurs, les économies en développement d'Asie de l'Est affichent des résultats supérieurs à la moyenne mondiale dans les huit catégories. Ils font presque jeu égal avec les pays développés dans les catégories de l'énergie, des TIC, du secteur privé et du changement structurel. Il convient toutefois de noter que les pays de transit obtiennent des résultats supérieurs à la moyenne des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral, mais légèrement inférieurs à ceux des autres pays en développement. Dans la catégorie du secteur privé, on observe une convergence entre les capacités des pays développés et celles des pays en développement. Ces progrès sont essentiellement dus aux pays en développement avancés, notamment asiatiques, qui ont contribué à réduire l'écart entre les pays en développement et les pays développés, notamment dans la catégorie du secteur privé, où ils obtiennent des résultats proches de la moyenne des pays développés : Hong Kong (Chine), 94,93 ; Singapour, 92,52 ;

République de Corée, 91,34 ; Chine, 86,21 ; Macao (Chine), 84,95. En outre, plusieurs autres pays en développement, notamment Bahreïn, Maurice, le Panama, le Qatar, l'Afrique du Sud, les Émirats arabes unis et les Bermudes, enregistrent également dans la catégorie du secteur privé des résultats plus élevés que la moyenne des pays en développement. Toutefois, dans les catégories de l'énergie, des TIC, du changement structurel et des transports, les résultats des pays en développement en tant que groupe restent en deçà des valeurs atteintes dans les autres catégories.

Comment les valeurs de l'ICP ont-elles évolué au cours des vingt dernières années ? Sur cette période, les écarts au sein d'un même groupe et entre les différents groupes sont nets. Toutefois, on constate dans l'ensemble une tendance encourageante à l'amélioration des résultats, bien qu'à des degrés différents selon les groupes. L'analyse des tendances met également en évidence un point commun à tous les groupes de pays, à savoir une augmentation soutenue au cours de la première moitié de la période, puis plus modérée pendant la seconde. Ce ralentissement a commencé en 2008, au début de la crise financière mondiale de 2008-2009. Il concerne surtout les pays en développement, pour lesquels la valeur moyenne de l'indice a augmenté de près de quatre points au cours de la période 2000-2008, mais de seulement trois points entre 2009 et 2018.

Figure 9. Évolution des résultats par groupe de pays



Source : Calculs de la CNUCED.

III.

CAPACITÉS PRODUCTIVES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL

Cadre général

L'enclavement va de pair avec d'importants problèmes de développement, qui ne sont toutefois pas insurmontables. Certaines des économies les plus prospères sont celles de pays enclavés, comme le Luxembourg et la Suisse, et les exemples de réussite ne se trouvent pas que parmi les pays développés. Par exemple, le Botswana, sujet de l'une des trois études de cas exposées dans le présent chapitre, est un pays en développement sans littoral qui a enregistré des progrès économiques considérables, même s'il a encore bien des difficultés à diversifier ou à transformer son économie. Il est néanmoins vrai que les pays en développement sans littoral se trouvent souvent en bas de classement sur le plan du développement socioéconomique. Ainsi, selon les données de la base des Indicateurs du développement dans le monde, en 2016, le PIB médian par habitant (en parité de pouvoir d'achat) des pays en développement sans littoral était de 3 557 dollars, supérieur à celui des pays les moins avancés (2 130 dollars) mais inférieur à celui de l'ensemble des pays en développement (7 845 dollars). Pour ce qui est de la complexité économique, en 2019, le pays en développement sans littoral médian se classait 94e sur 133 économies[3]. En 2019 également, les trois derniers des 163 pays classés selon l'Indice du progrès social étaient des pays en développement sans littoral, et le pays médian appartenant à cette catégorie était au 117e rang[4].

Quels facteurs permettent d'expliquer les résultats du groupe des pays en développement sans littoral ? Si certains pays progressent malgré tout, l'enclavement est souvent synonyme de coûts commerciaux élevés, ce qui a pour effet de freiner l'intégration dans l'économie mondiale. Plus précisément, les transports maritimes coûtent moins cher que ceux par voie terrestre, d'où le fait que les pays en développement sans littoral assument des frais de transport supérieurs à la moyenne. Indubitablement, cela peut freiner les importations comme les exportations, au détriment des intérêts des consommateurs, et avoir des conséquences négatives pour la compétitivité, l'accès aux marchés et la participation aux chaînes de valeur régionales et mondiales. Un autre facteur pouvant aggraver les difficultés liées à l'enclavement est la dépendance vis-à-vis des pays voisins pour le transit. Des considérations telles que le temps et le coût de passage des frontières, l'état des infrastructures dans les pays voisins ayant accès aux transports maritimes et les relations politiques avec ceux-ci peuvent peser lourdement sur les perspectives de croissance économique et de développement durable d'un pays donné.

Être « enclavé avec de mauvais voisins » est cité dans Collier (2007) parmi les quatre éléments retenant certains pays dans le cercle vicieux de la pauvreté. Outre l'absence d'accès direct aux transports maritimes, la plupart des pays en développement sans littoral pâtissent d'un problème de taille, à savoir la dépendance à l'égard des produits de base. Cette forte dépendance, qualifiée de piège des ressources naturelles, est un autre des éléments mentionnés dans Collier (2007). À titre d'exemple, de 2011 à 2018, les produits primaires représentaient plus de la moitié des exportations dans 26 des 32 pays en développement sans littoral, et les produits issus de ressources naturelles, c'est-à-dire les produits primaires et les articles manufacturés provenant de ressources naturelles, comptaient pour environ trois quarts de l'ensemble des exportations de biens et de services du groupe des pays en développement sans littoral. La dépendance à l'égard des produits de base est associée à cinq problèmes potentiels. Premièrement, les prix des produits de base à l'exportation suivent à long terme une courbe descendante par rapport à ceux des articles manufacturés (thèse de Prebisch-Singer). Deuxièmement, les prix des produits de base varient plus fortement et plus fréquemment que ceux d'autres types de biens. Troisièmement, dans le secteur des ressources naturelles plus que dans les autres, l'abondance peut encourager les comportements de recherche de rente, ce qui peut favoriser la corruption et affaiblir la gouvernance. Quatrièmement, les exportations peuvent devenir moins compétitives au niveau international sous l'effet du Mal néerlandais (voir CNUCED, 2013). Enfin, transporter de gros volumes de produits primaires de faible valeur coûte plus cher que transporter des produits transformés ou des produits à valeur ajoutée, quelle que soit la distance parcourue ou le mode de transport.

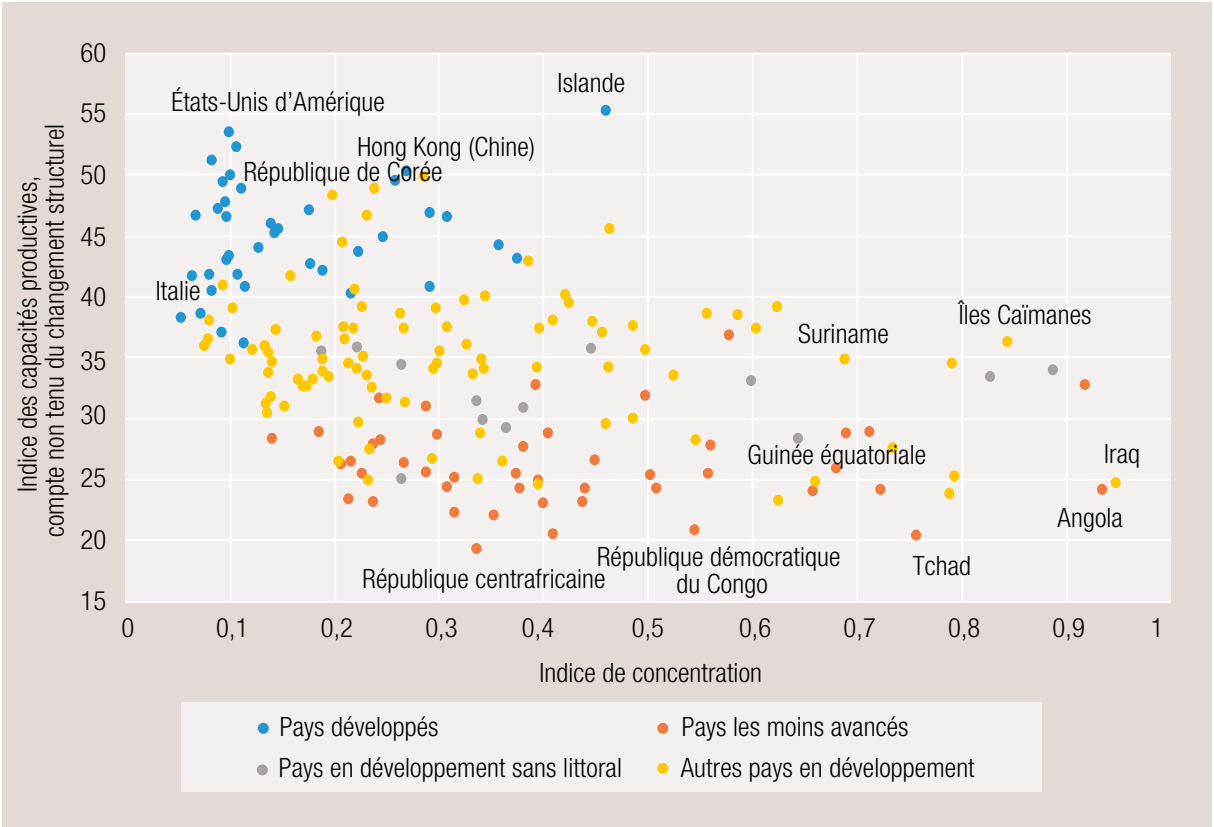
Comme démontré dans la présente étude, les capacités productives peuvent jouer un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté, les

[3] Voir http://atlas.media.mit.edu/en/.
[4] Voir http://www.socialprogressimperative.org/.

progrès économiques, la croissance inclusive et le développement durable. En ce qui concerne les problèmes spécifiques des pays en développement sans littoral, les capacités productives peuvent avoir des effets directs sur les coûts commerciaux découlant de l'enclavement et de la dépendance à l'égard des produits de base, puisque les trois éléments constitutifs de ces capacités, à savoir les ressources productives, les aptitudes entreprenariales et les liens de production, ont une incidence sur ces questions. À titre d'exemple, les coûts commerciaux sont intimement liés au développement des capacités productives dans certaines catégories clefs tels que l'énergie, les TIC, les institutions, le changement structurel et les transports.

En outre, il est possible de réduire la dépendance à l'égard des produits de base en renforçant les capacités productives qui favorisent la diversification économique et la transformation structurelle, deux composantes étroitement imbriquées qui sont essentielles à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique inclusive et au développement (voir McMillan and Rodrik, 2011, et UNCTAD, 2006). Comme l'a démontré la CNUCED (UNCTAD, 2006), ces deux éléments sont inhérents au renforcement des capacités productives et le changement structurel est l'un des principaux processus qui stimulent le développement de ces capacités, les deux autres étant l'accumulation de capital et les progrès technologiques. Les trois processus sont étroitement corrélés et se renforcent mutuellement, les relations de causalité pouvant aller dans diverses directions, comme le montre par exemple l'effet positif qu'a le renforcement des ressources productives sur la diversification économique et le changement structurel. L'indice des capacités productives (ICP) rend compte en partie de ces liens : un résultat plus élevé est associé à une plus faible concentration des produits (fig. 10). Les pays qui ont un indice de concentration des exportations de marchandises élevé et qui sont

Figure 10. Corrélation entre l'indice des capacités productives et l'indice de concentration des exportations de marchandises (ρ = -0,43)



Source : Calculs de la CNUCED.

très vulnérables aux chocs économiques externes ont un ICP bas, et vice versa. L'ICP est donc un outil précieux, puisqu'il témoigne des relations entre les capacités productives, la concentration des produits et le changement structurel.

Capacités productives par catégorie

Le tableau 4 et la figure 11 fournissent des données supplémentaires sur le niveau des capacités productives des pays en développement sans littoral. L'ICP moyen de cet ensemble de pays (26,1) est l'un des plus faibles parmi les groupes comparables. Au sein du groupe, la valeur minimum est de 17,14 et le maximum de 33,32. La moyenne générale des pays en développement sans littoral n'est que légèrement supérieure à celle des pays les moins avancés (24,04), alors que les deux groupes ont des niveaux de revenus sensiblement différents. Par ailleurs, les deux groupes ont une moyenne supérieure aux autres groupes dans une seule des huit catégories, à savoir le capital naturel. De même, le résultat du 75e centile des pays en développement sans littoral est supérieur à 60 dans deux catégories seulement : le secteur privé (73,1) et le capital naturel (63,4). Au sein du groupe, la dispersion est la plus élevée dans les catégories des institutions et du secteur privé. La Macédoine du Nord est le pays en développement sans littoral le mieux classé dans cette dernière catégorie, avec une valeur de 81,5, et son ICP, de 33,32, est équivalent à la moyenne des autres pays en développement. Enfin, les résultats des pays en développement sans littoral dans les catégories des TIC, des transports et du changement structurel sont faibles, même par rapport à ceux des autres pays en développement.

Les pays en développement sans littoral ont souvent des résultats médiocres dans les classements par groupes de pays qui ont trait au développement socioéconomique (fig. 11). Il en va de même pour l'ICP : les indices du groupe des pays en développement sans littoral sont inférieurs à ceux des autres pays en développement, tant du point de vue global que dans chacune des huit catégories, à l'exception du capital naturel. Seuls cinq de ces pays – l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Macédoine du Nord et la République de Moldova – ont un indice proche de la médiane mondiale (32,14) ou légèrement supérieur à celle-ci. Les pays en développement sans littoral semblent être particulièrement à la traîne au niveau mondial dans les catégories du capital humain, des TIC, des institutions, du secteur privé, du changement structurel et des transports. Le capital naturel est l'exception notable, puisque, dans cette catégorie, 30 des 32 pays du groupe affichent des valeurs supérieures à la médiane mondiale (51,62). Ces fortes capacités productives du point de vue du capital naturel, associées aux faibles résultats dans la catégorie du changement structurel, reflètent le niveau élevé de dépendance à l'égard des produits de base de nombre de ces pays.

Évolution des résultats au regard de l'indice des capacités productives

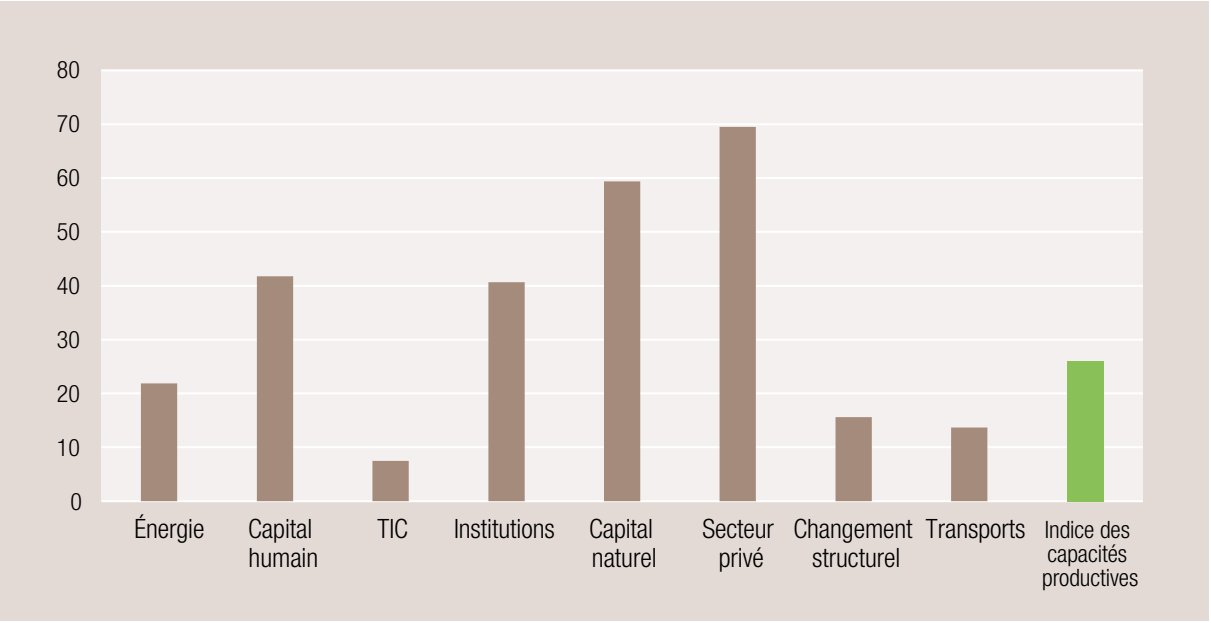
Comme indiqué au chapitre II, on distingue deux phases dans l'évolution des résultats par groupe

Tableau 4. Statistiques résumées par catégorie pour les pays en développement sans littoral

	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
Valeur minimale	13,24	26,53	3,7	19,13	41,55	37,97	5,19	8,39	17,14
25e centile	16,56	37,44	5,95	33,55	56,24	54,06	13,66	11,91	23,51
Médiane	21,88	41,76	7,51	40,66	59,38	69,48	15,62	13,66	26,1
Moyenne	22,14	41,32	8,4	40,83	60,22	64,54	15,32	13,36	26,1
75e centile	27,17	46,61	9,81	46,73	63,4	73,12	17,75	14,59	29,4
Valeur maximale	34,18	52,53	16,75	70,34	85,12	81,54	20,57	21,74	33,32
Écart type	6,11	6,71	3,5	12,07	8,61	12,07	3,7	2,62	4,33

Source : Calculs de la CNUCED.

Figure 11. Résultats des pays en développement sans littoral, par catégorie



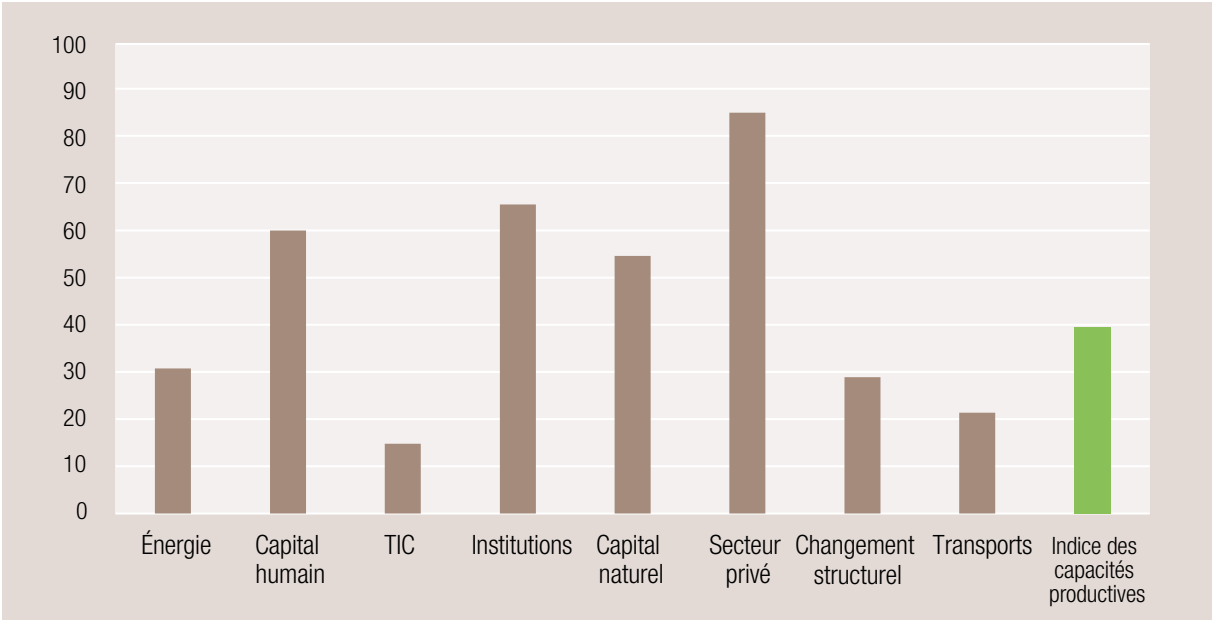
Source : Calculs de la CNUCED.

de pays en ce qui concerne l'ICP depuis 2000 : une période de croissance rapide de 2000 à 2008, puis une période de progrès plus lent de 2008 à 2018. Cette tendance semble avoir été suivie par les résultats du groupe des autres pays en développement, mais ne correspond pas vraiment à l'évolution des capacités productives des pays en développement sans littoral et des pays en développement de transit. Sur la période 2000-2018, l'ICP global des pays en développement sans littoral était inférieur à celui des pays de transit et des autres pays en développement. L'indice de ces deux derniers groupes a augmenté plus fortement au cours de la première phase que de la seconde, mais l'écart était moins important. L'indice global de tous ces groupes a diminué en 2008 et 2009 sous l'effet de la crise financière mondiale et de la crise économique, après quoi les capacités productives ont augmenté de façon assez régulière, mais sont restées à des niveaux bien inférieurs à l'indice moyen des pays développés. On s'attend à ce que la pandémie ait une incidence négative sur les résultats généraux des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des pays de transit.

On constate d'importantes disparités entre les économies en développement d'Asie de l'Est et différents groupes de pays en développement (fig. 12). Les premières affichent les valeurs les plus élevées, de loin, parmi les pays en développement. Leur indice moyen, qui est de 39,99, est supérieur à la moyenne mondiale (32,12) et s'approche de l'indice moyen des pays développés (41,82). Elles enregistrent des valeurs supérieures à la moyenne mondiale dans les huit catégories. Enfin, les résultats de ce groupe de pays égalent presque ceux des pays développés pour les catégories de l'énergie, des TIC, du secteur privé et des transports, qui comptent parmi les principaux moteurs des capacités productives et de la transformation structurelle.

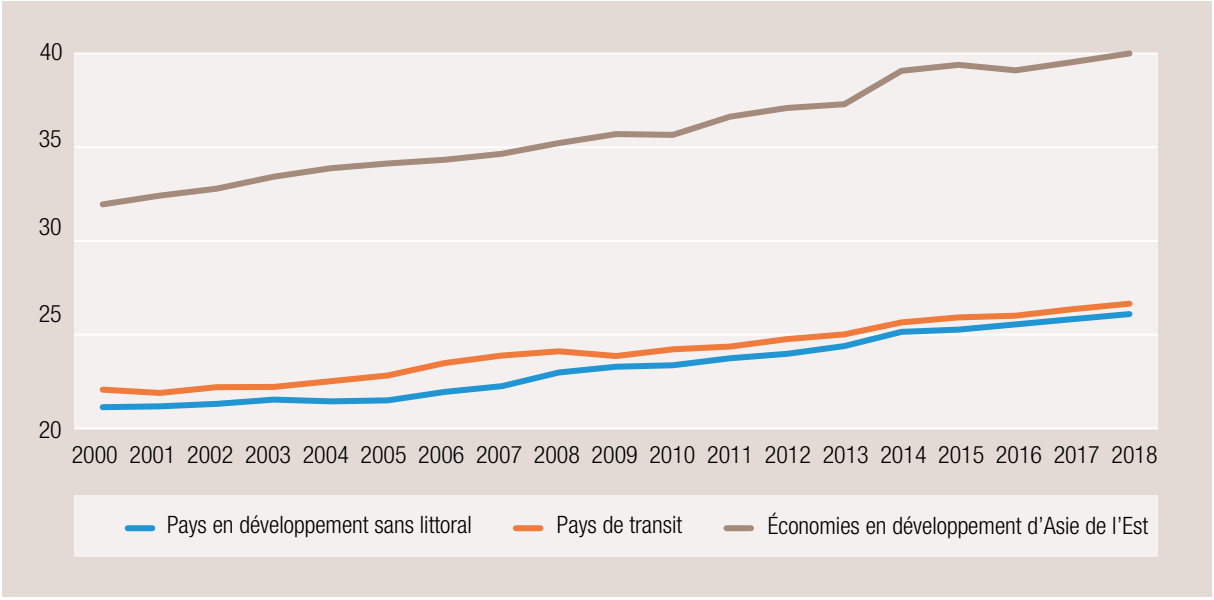
Les progrès observés en Asie de l'Est se sont produits dans un laps de temps relativement court et sont alignés sur la croissance et le développement porteurs de transformation constatés dans la région au cours des cinq ou six dernières décennies (fig. 13). Les performances des économies en développement d'Asie de l'Est permettent de tirer deux enseignements stratégiques essentiels. Premièrement, dans un cadre de développement adéquat, le renforcement des capacités productives et la transformation structurelle sont à la portée de l'ensemble des pays en développement, y compris les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral. Deuxièmement, sans renforcement des capacités productives ni transformation structurelle, il est difficile de parvenir à une croissance et à un développement durables et inclusifs.

Figure 12. Résultats des économies en développement d'Asie de l'Est, par catégorie



Source : Calculs de la CNUCED.

Figure 13. Évolution des résultats dans les pays en développement sans littoral, les pays de transit et les économies en développement d'Asie de l'Est



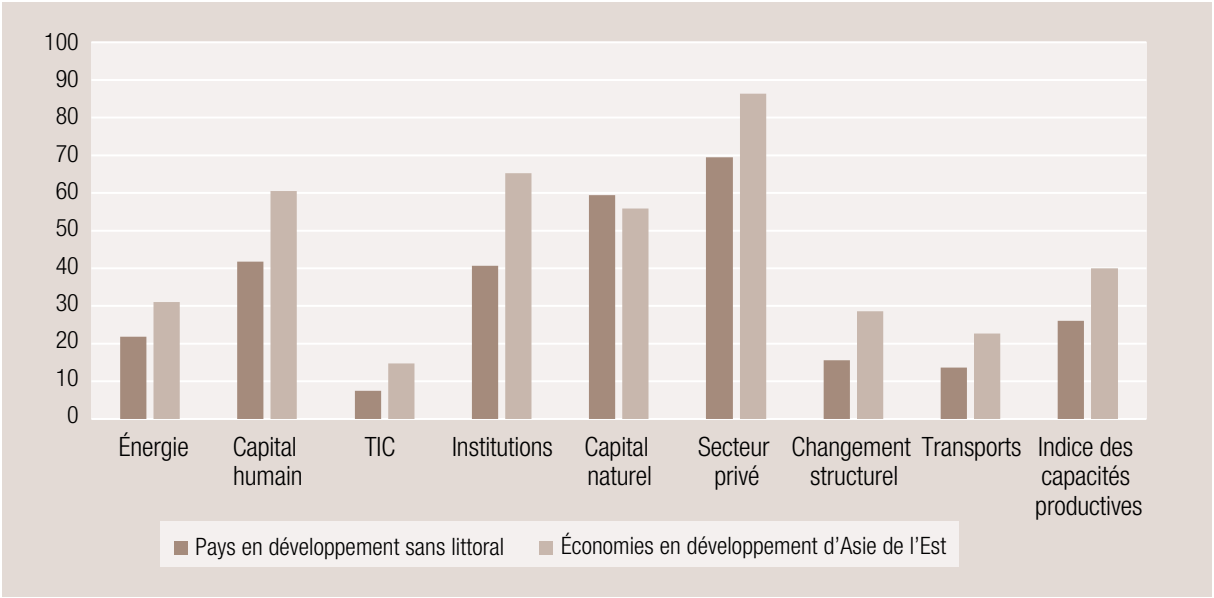
Source : Calculs de la CNUCED.

Résultats d'ensemble des pays en développement sans littoral

Les pays en développement sans littoral ont des problèmes communs liés à l'absence d'accès à la mer, à savoir les coûts commerciaux élevés et la dépendance vis-à-vis des pays voisins pour le transit. En outre, ils sont fortement tributaires de quelques produits de base. Renforcer les capacités productives est fondamental pour surmonter ces difficultés. Cependant, la plupart des pays en développement sans littoral ont un ICP bas : ils se classent en moyenne au 142e rang mondial. En 2018, leur indice moyen était de 26,1, en deçà de la moyenne mondiale (32,12) et de la moyenne des économies en développement d'Asie de l'Est (39,99), comme le montre la figure 14.

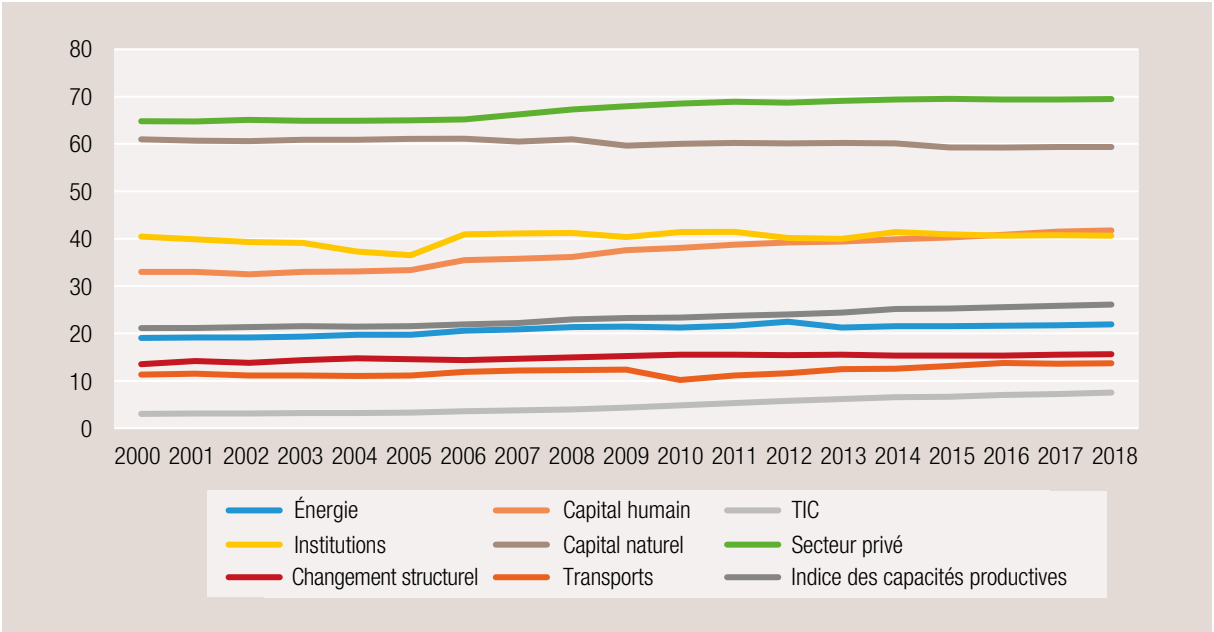
En 2018, les pays en développement sans littoral se sont hissés au-dessus de la moyenne mondiale et de la moyenne des économies en développement d'Asie de l'Est dans une seule des huit catégories : le capital naturel (fig. 15). Dans toutes les autres catégories, ils ont eu des résultats inférieurs à la moyenne mondiale. On pouvait constater des écarts considérables entre les pays du groupe, plusieurs d'entre eux affichant des valeurs supérieures à la moyenne mondiale dans l'énergie, le capital humain et le secteur privé. Toutefois, dans ces trois catégories, les résultats de l'ensemble du groupe étaient inférieurs à ceux des autres pays en développement et des économies en développement d'Asie de l'Est. Entre 2000 et 2018, l'indice moyen des pays en développement sans littoral est passé de 21,14 à 26,1. Il est encourageant de noter que l'augmentation a été régulière au cours de la période, même après la crise financière mondiale de 2008 et 2009, ce qui indique que les capacités productives ont été en progression constante. Cette évolution tient en grande partie à l'amélioration relative des résultats dans deux catégories, à savoir les TIC et le capital humain. S'agissant de la première catégorie, l'indice était au plus bas au début de 2001 et s'est redressé largement du fait de la multiplication des abonnements de téléphonie mobile. Dans les autres catégories, les résultats sont restés assez constants.

Figure 14. Résultats des pays en développement sans littoral et des économies en développement d'Asie de l'Est, par catégorie



Source : Calculs de la CNUCED.

Figure 15. Évolution des résultats dans les pays en développement sans littoral, par catégorie



Source : Calculs de la CNUCED.

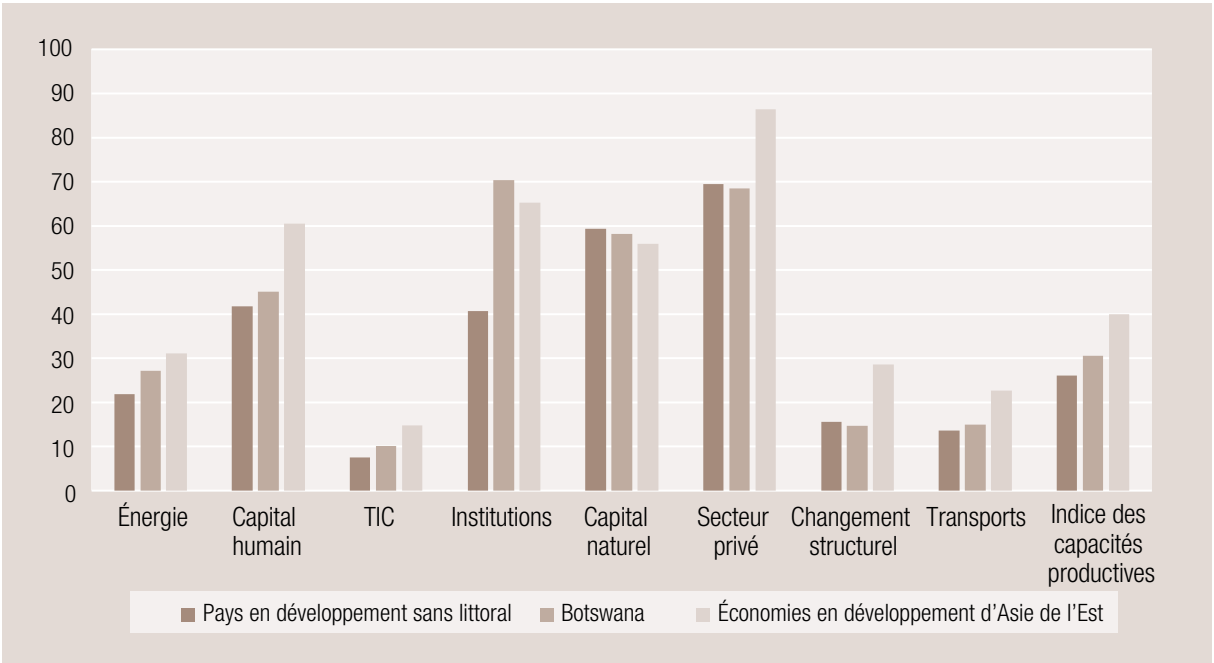
Résultats par pays : le cas du Botswana

Le Botswana est un exemple de pays en développement sans littoral prospère : il a enregistré l'un des taux de croissance du PIB les plus élevés parmi les pays en développement au cours des cinquante dernières années. Néanmoins, il continue de se heurter à divers problèmes, notamment sa forte dépendance vis-à-vis de l'exportation d'un seul produit de base (les diamants). En ce qui concerne l'ICP, le Botswana se classe au 116e rang, devant d'autres pays en développement sans littoral d'Afrique, d'Asie centrale et d'Amérique latine, mais derrière d'autres pays du groupe, comme l'Arménie et la République de Moldova (fig. 16). Il est mieux classé que tous les pays en développement sans littoral d'Asie, à l'exception de la Mongolie (94e), se plaçant juste avant le Kazakhstan (118e).

En 2018, l'indice du Botswana s'établissait à 30,59, au-dessus de la moyenne du groupe des pays en développement sans littoral (26,1), mais en deçà de la moyenne mondiale (32,12) et de celle des économies en développement d'Asie de l'Est (39,99). Les points forts à l'origine du bon résultat global du pays sont les institutions, le capital naturel et le secteur privé, tandis que les capacités productives liées aux TIC, au changement structurel et aux transports affichent des valeurs plus faibles (fig. 17).

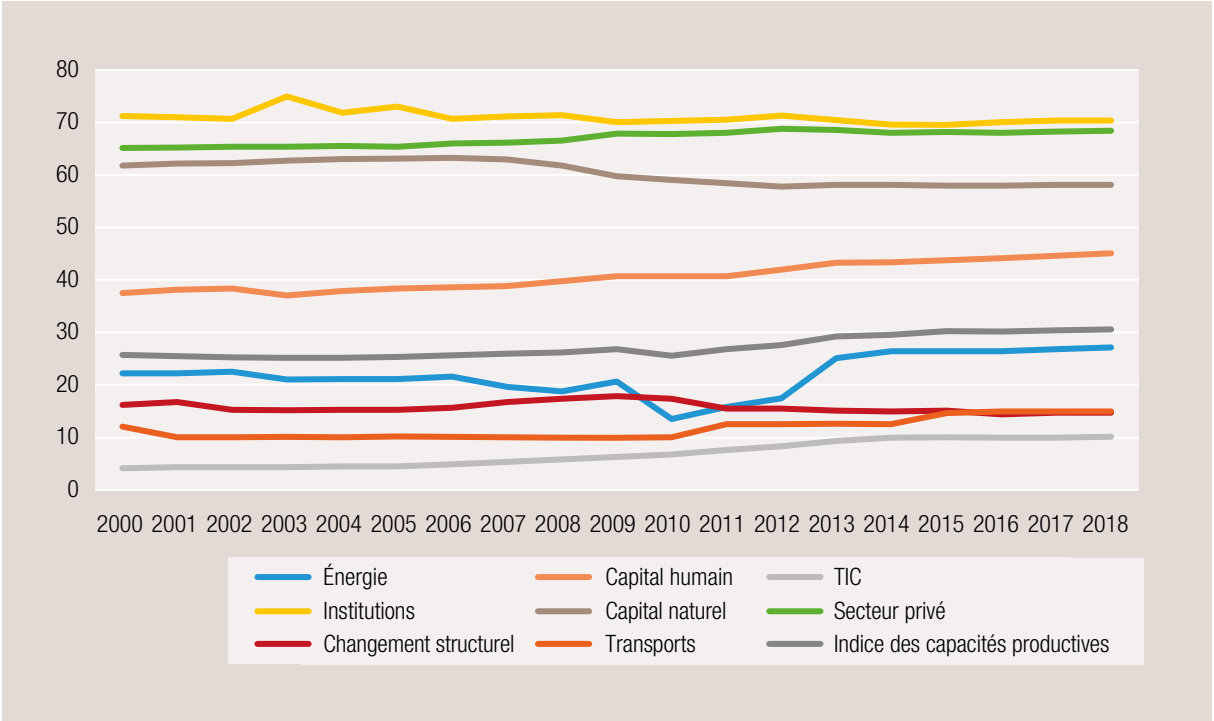
Entre 2000 et 2018, les valeurs ont sensiblement augmenté dans les catégories de l'énergie, du capital humain et des TIC, de même que dans celle du secteur privé. C'est ainsi que l'ICP du Botswana est passé de 25,75 en 2000 à 30,59 en 2018. Les résultats dans les autres catégories n'ont guère évolué au cours de la même période. Ils ont même légèrement diminué dans trois catégories : institutions, capital naturel et changement structurel. En ce qui concerne le capital naturel, la baisse découle de la fermeture des mines de cuivre ou de la suspension de leur exploitation et de la rationalisation par les autorités des activités liées aux diamants.

Figure 16. Résultats des économies en développement d'Asie de l'Est, du Botswana et des pays en développement sans littoral, par catégorie



Source : Calculs de la CNUCED.

Figure 17. Évolution des résultats au Botswana, par catégorie



Source : Calculs de la CNUCED.

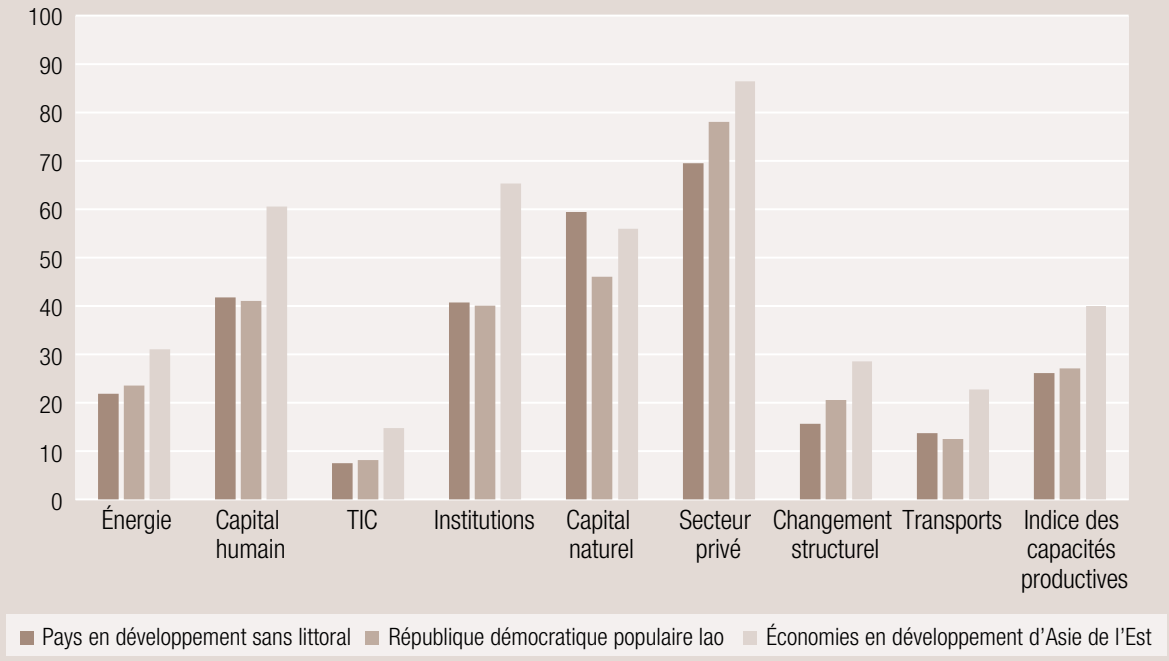
Résultats par pays : le cas de la République démocratique populaire lao

La République démocratique populaire lao fait partie des pays du monde qui enregistrent les progrès les plus constants depuis quelques temps. De ce fait, elle est en bonne voie pour être retirée de la liste des pays les moins avancés d'ici à 2024, après l'examen de 2021. Les capacités productives du pays ont été renforcées essentiellement dans les catégories de l'énergie, des TIC et des transports, ainsi que du point de vue de la diversification économique, l'agriculture et la sylviculture ayant cédé la place à une économie axée sur l'industrie et les services. Toutefois, les produits primaires représentent toujours environ quatre cinquièmes des exportations. La République démocratique populaire lao occupe le 138e rang pour ce qui est de l'ICP. En 2018, elle affichait un indice de 27,12, inférieur à la moyenne mondiale, à celle des pays en développement sans littoral et à celle des économies en développement d'Asie de l'Est, mais supérieur à la moyenne des pays les moins avancés, qui était de 24,04 (fig. 18).

En 2018, en tant que pays en développement sans littoral, la République démocratique populaire lao a obtenu de bons résultats dans les catégories de l'énergie, du capital naturel, du secteur privé et du changement structurel (fig. 19). Cependant, son ICP a été tiré vers le bas par des valeurs faibles dans les catégories des TIC, des institutions et des transports. S'agissant des TIC et des transports, le pays a enregistré des résultats médiocres en dépit des progrès accomplis au fil des ans. Au vu du faible niveau global de ses capacités productives, il semble fondamental que le pays s'emploie à renforcer ces capacités pour s'assurer une croissance inclusive et une sortie durable de la catégorie des pays les moins avancés.

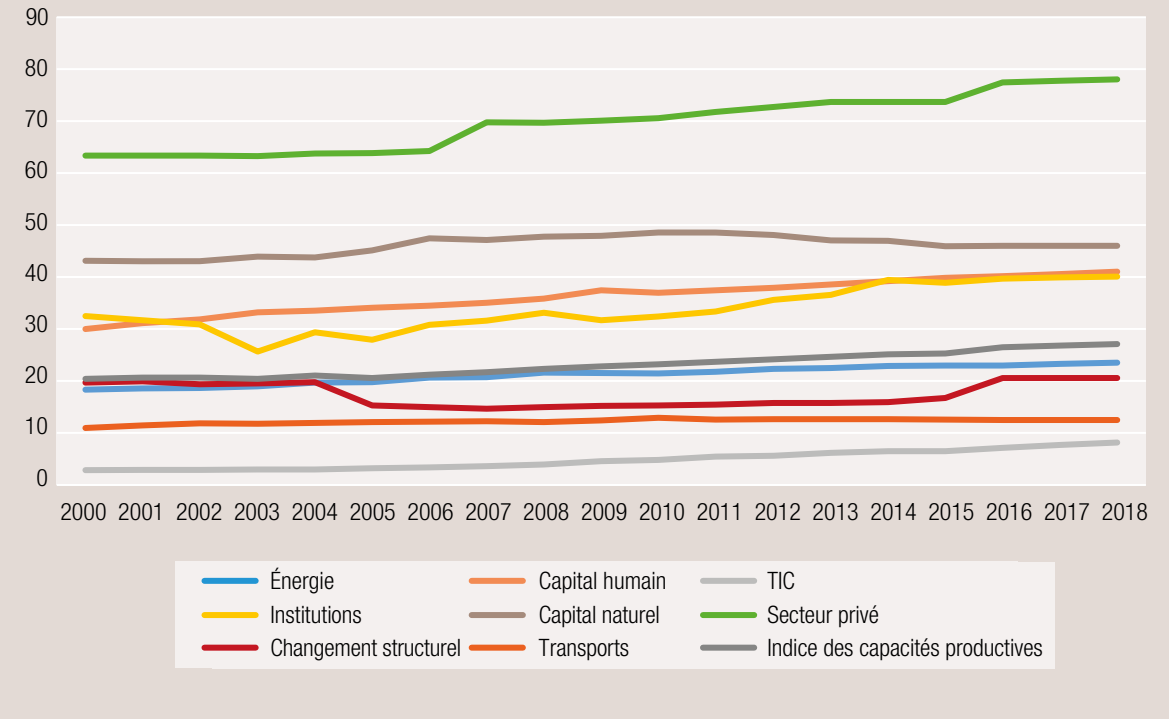
Au cours de la période 2000-2018, l'ICP de la République démocratique populaire lao est passé de 20,42 à 27,12. Les capacités productives semblent s'être accrues dans plusieurs catégories, notamment celles du capital humain, des TIC, du secteur privé et du changement structurel. Une augmentation a également été enregistrée dans la catégorie des institutions, malgré une baisse en début de période. La seule catégorie pour laquelle la valeur n'a pas beaucoup augmenté est celle des transports, mais les pouvoirs publics s'attachent à remédier aux problèmes dans ce domaine.

Figure 18. Résultats des économies en développement d'Asie de l'Est, de la République démocratique populaire lao et des pays en développement sans littoral, par catégorie



Source : Calculs de la CNUCED.

Figure 19. Évolution des résultats en République démocratique populaire lao, par catégorie



Source : Calculs de la CNUCED.

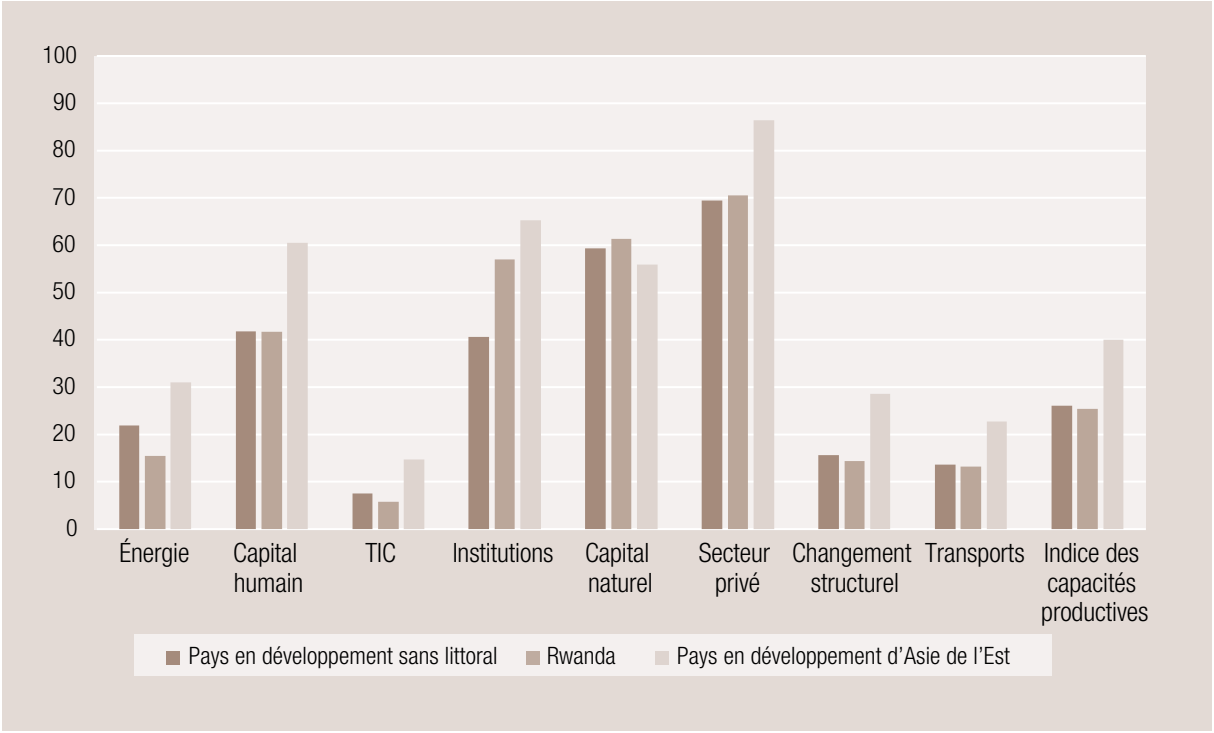
Résultats par pays : le cas du Rwanda

Le Rwanda a l'une des économies d'Afrique subsaharienne les plus dynamiques depuis 2000, avec un taux de croissance annuel moyen du PIB de 7,8 %. Renforcer les capacités productives et promouvoir une croissance inclusive, axée sur l'emploi, reste néanmoins une priorité. Les quatre cinquièmes environ des biens exportés sont des produits primaires, à savoir essentiellement des minéraux et des produits agricoles. Se plaçant au 150e rang du point de vue de l'ICP, le Rwanda est l'un des pays d'Afrique subsaharienne les mieux classés après le Botswana. En 2018, son indice s'établissait à 25,42, sous la moyenne mondiale et légèrement en deçà de celle du groupe des pays en développement sans littoral, mais au-dessus de la moyenne des pays les moins avancés (fig. 20).

Le Rwanda a obtenu de meilleurs résultats que les pays les moins avancés et les autres pays en développement sans littoral dans les catégories des institutions, du capital naturel et du secteur privé. Toutefois, son indice a été sapé par les valeurs faibles enregistrées pour les capacités productives dans les catégories de l'énergie, des TIC, du changement structurel et des transports (fig. 21).

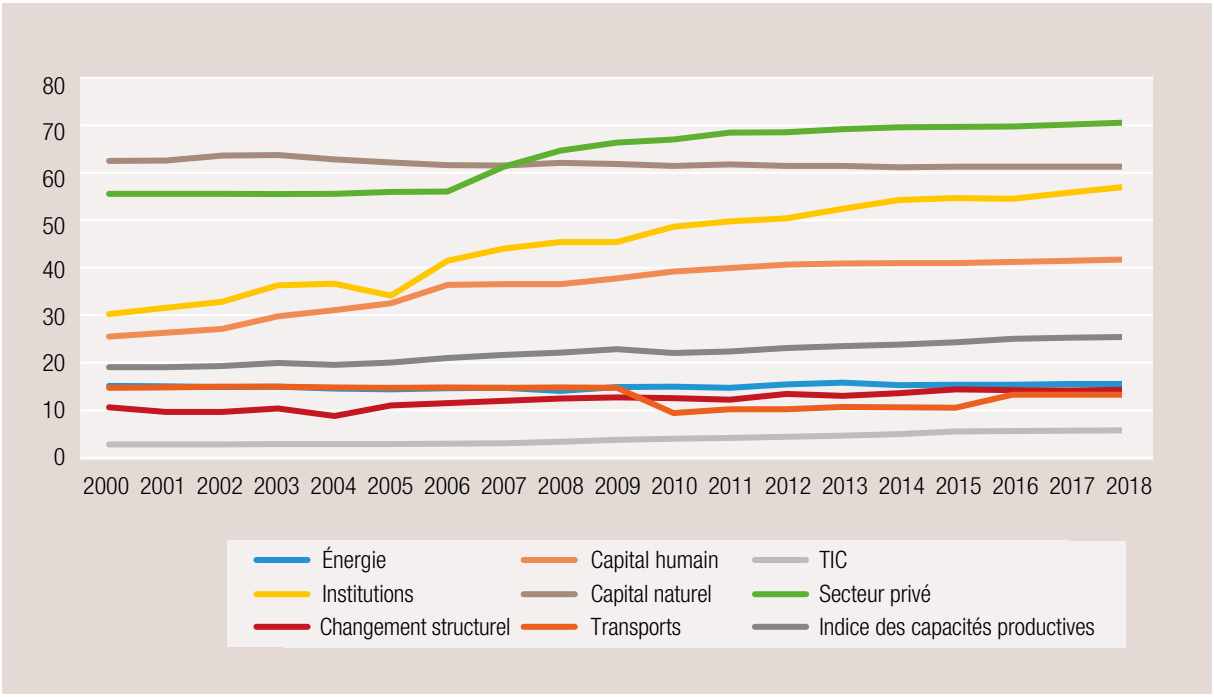
Entre 2000 et 2018, l'indice global du Rwanda est passé de 19,09 à 25,42. Cette croissance est principalement attribuée à l'expansion des capacités productives liées au capital humain et, depuis 2006, de celles des catégories des institutions et du secteur privé. Les résultats ont très peu évolué au cours de la période pour trois catégories, à savoir l'énergie, le capital naturel et les transports.

Figure 20. Résultats des économies en développement d'Asie de l'Est, du Rwanda et des pays en développement sans littoral, par catégorie



Source : Calculs de la CNUCED.

Figure 21. Évolution des résultats au Rwanda, par catégorie



Source : Calculs de la CNUCED.

IV.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le renforcement des capacités productives est indispensable si l'on veut accélérer la transformation structurelle, promouvoir une croissance économique inclusive et parvenir à un développement durable. Ce n'est qu'en développant leurs ressources productives, leurs aptitudes entreprenariales et leurs liens de production que les économies peuvent améliorer leurs capacités à croître et à se développer et réduire leur vulnérabilité aux chocs extérieurs, que ceux-ci soient de nature économique, politique ou sanitaire. La pandémie de COVID-19 révèle non seulement que les pays sont interconnectés et interdépendants, mais également que des faiblesses et des inégalités socioéconomiques existent au sein des pays et entre eux. Comme le montre la présente étude, lorsque les valeurs globalement obtenues dans les catégories du capital humain, des TIC et des institutions sont basses, les pays sont plus vulnérables aux chocs extérieurs inattendus tels que la pandémie et aux effets de ceux-ci sur leurs résultats socioéconomiques, et ont donc encore plus de mal à lutter contre la propagation du virus et à faire face aux incidences de celui-ci sur leur développement.

En l'absence d'une riposte mondiale coordonnée aux effets socioéconomiques de la pandémie, la précarité des pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables s'aggravera encore, et nombreux seront les laissés pour compte. Les évaluations préliminaires des effets de la pandémie sur le commerce, sur l'investissement et sur le financement du développement, ainsi que sur l'évolution de la pauvreté, indiquent que les pays en développement, en particulier les pays d'Afrique, les PMA et les pays en développement sans littoral, seront fortement touchés. La plupart de ces pays ont désormais moins de chances d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030.

Ainsi, la communauté internationale a reconnu que les capacités productives étaient nécessaires au développement et a pris des mesures pour mettre le renforcement de ces capacités au cœur des politiques et stratégies de développement. L'un des aspects clefs du renforcement des capacités productives consiste à dresser un état des lieux précis et à fixer des objectifs clairs. Il faut donc évaluer et mesurer le niveau des capacités productives à l'aide d'indicateurs quantifiables. Cette tâche est difficile pour deux raisons principales. Premièrement, le concept de capacités productives est vague, et il n'est pas toujours évident de déterminer quels types d'indicateurs on doit utiliser pour mesurer ces capacités. Deuxièmement, même si l'on s'accorde sur les indicateurs à utiliser, il n'en reste pas moins difficile de trouver des données fiables, cohérentes et comparables au niveau international pour chaque indicateur utilisé et pour chaque pays et année.

La CNUCED, qui a élaboré l'indice des capacités productives, fait partie de la poignée d'institutions qui ont relevé le défi de mesurer les capacités productives. L'indice est le premier du genre de par son exhaustivité, son ampleur et sa portée. Le niveau global des capacités productives a été évalué pour 193 pays ou territoires au moyen de 46 indicateurs faisant partie des huit catégories suivantes : changement structurel, capital humain, capital naturel, énergie, TIC, transports, institutions et secteur privé. Le résultat est la création d'un indice composite multidimensionnel global qui résume l'état des capacités productives des pays du monde entier.

Les résultats obtenus selon l'indice sont, à bien des égards, conformes aux attentes. Les pays développés se situent principalement en haut du classement, suivis par les économies en développement les plus performantes d'Asie de l'Est, et les pays en développement se situent en bas du classement. De même, il ressort des comparaisons géographiques que de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine obtiennent des valeurs plus élevées que les pays d'Afrique, et que les niveaux de capacités productives des pays en développement sans littoral figurent parmi les plus bas parmi les groupes analysés, à l'exception des pays les moins avancés. Les résultats moyens obtenus par les pays en développement sans littoral et les pays les moins avancés sont inférieurs à ceux des autres pays dans sept des huit catégories, à l'exception de la catégorie du capital naturel ; ils sont également inférieurs aux résultats des autres pays en développement, des économies en développement d'Asie de l'Est et des pays de transit. La seule catégorie dans laquelle les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral obtiennent de meilleurs résultats que les autres pays est celle du capital naturel. Ainsi, si les pays en développement sans littoral riches en ressources naturelles mettent ces ressources

au service de leur développement, ils pourront renforcer leurs capacités productives et engager un processus de transformation structurelle.

Les priorités relatives au renforcement des capacités productives doivent être fixées au cas par cas, en fonction de la situation et des particularités de chaque pays. Les actions menées par les pouvoirs publics, les mesures incitatives adoptées et les mécanismes internationaux d'appui mis en place pour améliorer les capacités productives doivent être élaborés en tenant compte des perspectives, des avantages comparatifs et des contraintes propres à chaque pays. Il faudrait s'assurer de la participation active des acteurs non étatiques tels que le secteur privé et la société civile au niveau national, ainsi que du soutien solide de la communauté internationale. Il ressort des comparaisons que les pays en développement sans littoral pourraient renforcer leurs capacités productives dans plusieurs catégories : les institutions, le secteur privé et le changement structurel. Ces catégories sont celles dans lesquelles les pays en développement sans littoral obtiennent souvent les résultats les plus médiocres et ont, en tant que groupe, les résultats moyens les plus faibles. Il ressort en outre de l'analyse que la plupart des pays en développement sans littoral ont également de faibles capacités productives dans les catégories de l'énergie, du capital humain, des TIC et des transports. Pour remédier aux insuffisances et surmonter les obstacles mis en évidence grâce à l'indice, il faut aborder les actions en faveur du développement de manière globale, multisectorielle et systématique. Il faudra pour cela adopter de nouvelles politiques relatives au commerce et au développement dans lesquelles la promotion des capacités productives et la transformation structurelle auront une place centrale. Ce n'est qu'ainsi que les pays en développement pourront atteindre une croissance économique inclusive et un développement durable qui soient résistants aux chocs extérieurs tels que les conséquences de la pandémie de COVID-19.

À cet égard, le manuel de la CNUCED intitulé *Building and Utilizing Productive Capacities in Africa and the Least Developed Countries : A Holistic and Practical Guide* (Renforcer et utiliser les capacités productives en Afrique et dans les pays les moins avancés : guide pratique global), qui se fonde sur l'expérience des pays d'Asie de l'Est dont l'économie est florissante, peut donner les grandes lignes d'une stratégie qui devrait toutefois être adaptée à la situation et aux particularités de chaque pays ou groupe de pays. Les pays pourraient commencer par développer l'entreprenariat et les aptitudes entreprenariales pour en faire le fondement d'un secteur privé national dynamique capable d'apprendre, d'innover et d'adopter de nouvelles technologies et de nouveaux systèmes de production. Ils pourraient pour cela s'appuyer sur des principes qui soutiennent et défient les entreprises en même temps. Ils peuvent également mener des politiques permettant de faciliter la mise en place de partenariats public-privé qui soient efficaces et complémentaires, notamment en établissant des relations constructives entre les pouvoirs publics et le secteur privé.

Il est également possible, pour renforcer le rôle du secteur privé, de commencer par régler les problèmes liés à la demande et à l'offre qui nuisent au développement des petites et moyennes entreprises dans les pays en développement sans littoral. Par exemple, les politiques visant à alléger les contraintes liées à la demande devraient passer par une collaboration étroite entre les petites et moyennes entreprises et les organismes de financement, notamment les gouvernements, les banques de développement et le secteur financier privé. Toutefois, bien qu'il s'agisse d'une étape importante, le règlement des problèmes liés à la demande ne peut à lui seul permettre d'éliminer toutes les difficultés auxquelles se heurtent les petites et moyennes entreprises des pays en développement sans littoral et des autres pays économiquement vulnérables. Il est nécessaire d'harmoniser les politiques relatives à la demande et à l'offre afin d'augmenter autant que possible les retombées positives pour les petites et moyennes entreprises.

De même, il faudrait coordonner d'une part, l'action menée pour remédier aux insuffisances et aux faiblesses mises en évidence dans les catégories de l'énergie, du capital humain, des TIC et des institutions et, d'autre part, la mise en œuvre des autres politiques et stratégies sectorielles. En d'autres termes, les politiques sectorielles telles que les politiques d'investissement devraient être conformes à la stratégie globale de développement et aux objectifs de politique industrielle de chaque pays. Il faudrait notamment adopter des mesures

d'incitation intelligentes et ciblées à l'intention des investisseurs, en veillant à bien garder à l'esprit les coûts et les avantages de ces mesures. Si les mesures d'incitation visent à promouvoir l'investissement dans les secteurs d'activité naissants, leur mise en œuvre devrait être limitée dans le temps et conditionnée à l'obtention de résultats, l'objectif étant d'accroître la compétitivité des entreprises, de créer des emplois de qualité et de favoriser les activités d'exportation selon des modalités de suivi et d'application convenues à l'avance. En outre, le choix des secteurs dans lesquels attirer les investisseurs étrangers et nationaux doit être fait de manière à favoriser, sur le long terme, la transformation structurelle de l'économie grâce à des activités à plus forte valeur ajoutée. Il faut également tenir compte des ressources, des avantages comparatifs et des capacités productives des pays et élaborer un plan précis.

Dans les pays en développement sans littoral, les processus de fabrication et d'industrialisation, ainsi que l'action menée en faveur de la transformation structurelle, sont entravés par les problèmes liés à l'approvisionnement en énergie tels que les pannes et les interruptions de service. Les pays en développement sans littoral qui disposent d'abondantes ressources énergétiques telles que l'hydroélectricité, les combustibles fossiles ou les énergies renouvelables, n'obtiennent pas de bons résultats dans la catégorie de l'énergie. En outre, les restrictions de l'approvisionnement en énergie, telles que le rationnement de l'électricité et les pénuries d'eau, font obstacle au développement des capacités productives, à l'industrialisation et à l'activité manufacturière dans plusieurs d'entre eux. Il est essentiel que ces pays renforcent leurs capacités à utiliser l'énergie dans les processus de production et de transformation. Ainsi, les pays en développement sans littoral sont encouragés à mettre en œuvre les orientations de la CNUCED sur la manière de renforcer et d'utiliser les capacités productives.

Pour améliorer leurs résultats dans la catégorie du capital humain, les gouvernements doivent donner la priorité aux dépenses consacrées à l'éducation afin de répondre à la demande actuelle et future de main-d'œuvre qualifiée. Il faut pour cela accroître les dépenses publiques et privées consacrées à l'éducation à tous les niveaux, en mettant l'accent sur la formation d'une main-d'œuvre qualifiée capable de contribuer au développement des capacités productives et à la transformation structurelle. Dans la plupart des cas, il faudra probablement mettre l'accent sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques dans l'enseignement secondaire et supérieur, ainsi que sur le développement ciblé des compétences techniques et professionnelles. Il faudrait également adapter les programmes de formation technique et professionnelle aux besoins des secteurs privé et public et de l'économie dans son ensemble. Il est essentiel que les gouvernements élaborent des stratégies cohérentes en vue d'assurer aux secteurs prioritaires une offre suffisante de travailleurs qualifiés. Les gouvernements devraient également s'efforcer d'intensifier l'action menée pour fournir un accès à un coût abordable à des services de santé de qualité, notamment dans les zones rurales ou reculées, car une population en bonne santé et une main-d'œuvre bien formée et productive sont indispensables à un développement porteur de transformation et axé sur le renforcement des capacités productives. Compte tenu des effets de la pandémie sur les sociétés et les économies à court terme, les gouvernements doivent augmenter les dépenses consacrées à la santé et aux systèmes de soins de santé. Il pourrait être nécessaire de réaffecter les rares ressources allouées au développement à la lutte contre la pandémie. Néanmoins, grâce à de telles mesures et à un investissement accru dans le domaine de la santé, il est possible de créer un environnement propice à un renforcement des capacités humaines au service d'une croissance et d'un développement inclusifs.

Pour faciliter les progrès technologiques et améliorer les résultats obtenus par les pays dans la catégorie des TIC, il est essentiel non seulement de garantir l'accès aux TIC, mais également de faire en sorte que ces technologies soient utilisées de manière productive par les entreprises et les différents secteurs d'activité. Le développement des capacités institutionnelles et des capacités de recherche-développement, notamment dans le cadre de partenariats public-privé, est indispensable à la croissance économique et à un développement porteur de transformation. La fonction principale des institutions et des établissements de recherche-développement est de trouver et de mettre au point des technologies, y compris des TIC, qui soient

adaptées au contexte national, et de promouvoir le transfert de ces technologies vers les exploitations et les entreprises locales. Il est important pour les pays en développement sans littoral d'intensifier l'action menée pour renforcer les institutions nationales, non seulement pour garantir le respect du principe de responsabilité et la transparence, mais aussi pour améliorer les capacités productives grâce à la mobilisation de l'épargne privée, à l'amélioration des systèmes de recouvrement des impôts et à une répartition équilibrée des ressources publiques entre les secteurs qui sont indispensables à la croissance et au développement.

En stimulant l'industrialisation, en particulier le développement de l'industrie manufacturière, il est possible de dynamiser fortement l'ensemble de l'économie grâce aux relations en amont et en aval avec d'autres secteurs, en particulier avec le secteur agricole. Il faut pour cela s'attaquer aux insuffisances et aux faiblesses que traduisent les résultats obtenus par les pays en développement sans littoral dans les domaines de l'énergie, des TIC, du secteur privé, du changement structurel et des transports. L'expérience des pays développés et des pays en développement avancés montre que les gouvernements ont un rôle majeur à jouer pour ce qui est de favoriser l'industrialisation, de renforcer le rôle de l'industrie manufacturière et de promouvoir la transformation structurelle. Il est donc capital que les gouvernements des pays en développement sans littoral jouent un rôle plus actif de catalyseur pour stimuler les activités productives, notamment en créant un environnement favorable aux entreprises et aux investissements. Comme dans d'autres pays en développement, il existe, dans les pays en développement sans littoral, de solides arguments en faveur du développement des politiques industrielles. Il faut donc que les gouvernements de ces pays mettent en œuvre des politiques permettant de promouvoir l'industrialisation, non seulement en élaborant de bonnes politiques industrielles, mais aussi en garantissant la cohérence entre ces politiques et d'autres politiques sectorielles, microéconomiques et macroéconomiques.

Autre catégorie importante dans laquelle les résultats des pays en développement sans littoral exigent une action efficace : les transports. Ce secteur est essentiel à l'intégration des échanges commerciaux et de la production, tant au niveau régional que mondial. Les pays en développement sans littoral doivent à tout prix améliorer la connectivité de leurs transports en modernisant et en mettant à niveau les infrastructures de transport actuelles. En complément de ces mesures, ils devraient s'attacher à moderniser la logistique commerciale, les processus de facilitation des échanges et les systèmes de transit en général, en collaboration avec les pays de transit voisins. Les activités conjointes menées à l'échelle régionale afin de réduire le temps de transit grâce à des mesures visant à faciliter l'acheminement des marchandises sont également essentielles si l'on veut améliorer la compétitivité des exportations et renforcer l'attrait commercial des pays en développement sans littoral.

Les études de cas concernant le Botswana, la République démocratique populaire lao et le Rwanda montrent que, compte tenu de leur situation socioéconomique, ces pays ont également intérêt à agir dans les domaines susmentionnés. Au niveau national, l'analyse de l'indice des capacités productives indique que le Botswana pourrait donner la priorité au développement des capacités productives liées aux TIC, au changement structurel et aux transports ; que la République démocratique populaire lao pourrait se concentrer sur le renforcement des capacités productives liées aux TIC, aux institutions, au changement structurel et aux transports ; et que le Rwanda pourrait axer ses efforts sur le développement des capacités productives liées aux TIC, au changement structurel et aux transports. En outre, les possibilités de renforcement des capacités sont considérables dans la catégorie de l'énergie.

Dans l'ensemble, les résultats obtenus selon l'indice des capacités productives et les orientations qui en découlent doivent être considérés comme des moyens d'améliorer les politiques et les stratégies de développement et non comme donnant une direction bien précise aux activités en faveur du développement. À cet égard, il est indispensable que des actions et des interventions nationales soient menées dans les domaines susmentionnés à l'appui du renforcement des capacités productives et de la transformation structurelle. Toutefois, des mesures nationales ne sauraient à elles seules permettre de remédier aux insuffisances et aux faiblesses mises en évidence par l'indice. Les partenaires de développement et les partenaires

commerciaux des pays en développement sans littoral et des autres pays économiquement vulnérables doivent appuyer et compléter les actions et les interventions menées au niveau national en mettant en œuvre des mesures internationales d'appui qui soient nouvelles et efficaces. Celles-ci devraient aller au-delà des limites de l'aide publique au développement, du soutien à l'accès aux marchés et de l'assistance technique axée sur les projets pour inclure la construction d'infrastructures d'importance critique et la réduction de la fracture numérique par le transfert de technologies et de savoir-faire, ainsi que le renforcement des capacités technologiques et de l'innovation dans ces pays. Ces efforts sont indispensables au renforcement des capacités productives et à une transformation structurelle au service d'une croissance inclusive et d'un développement durable. Il est essentiel que les partenaires de développement et les partenaires commerciaux mettent en œuvre des politiques budgétaires et commerciales propices au développement des pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables. Les mesures de relance que les pays développés ont prises en faveur de leurs entreprises et de leurs exploitations agricoles pour atténuer l'impact de la pandémie sur leur économie ne doivent pas désavantager les secteurs privés et les secteurs agricoles traditionnels déjà plus faibles dans les pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables, comme les pays d'Afrique, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral. Enfin, il faut accroître d'urgence les aides financières accordées à ces pays afin de les aider à faire face à la pandémie et à ses effets indirects sur le commerce et le développement.

Bibliographie

Acemoglu D et Robinson JA (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*.

Barnat N, MacFeely S et Peltola A (2019). Comparing global gender inequality indices: How well do they measure the economic dimension? *Hapres Journal of Sustainability Research*.

CNUCED (2006). *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés : Développer les capacités productives* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.06.II.D.9. New York et Genève).

CNUCED (2013). *Commodities and Development Report: Perennial Problems, New Challenges and Evolving Perspectives* (publication des Nations Unies. New York et Genève).

CNUCED (2016). *Benchmarking Productive Capacities in Least Developed Countries* (publication des Nations Unies. Genève).

CNUCED (2017). *Rapport 2017 sur les pays les moins avancés : L'accès à l'énergie comme vecteur de transformation* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.17.II.D.6. New York et Genève).

CNUCED (2020). *UNCTAD Productive Capacities Index: Methodological Approach and Results* (publication des Nations Unies. Genève).

Collier P (2007). *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*. Oxford University Press. Oxford.

Freire C (2011). Productive capacities in Asia and the Pacific. Document de travail n° 11/17. Division des politiques macroéconomiques et du financement du développement, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

Gereffi G (1995). Global production systems and third world development. In: Stallings B, ed. *Global Change, Regional Responses*. Cambridge University Press. Cambridge:100–142.

Global Burden of Disease 2016 Healthcare Access and Quality Collaborators (2018). Measuring performance on the Healthcare Access and Quality Index for 195 countries and territories and selected subnational locations: A systematic analysis from the Global Burden of Disease Study 2016. The Lancet. 391:2236-2271.

Hirschman AO (1958). *The Strategy of Economic Development*. Yale University Press. New Haven.

Humphrey J et Schmitz H (2002). How does insertion in global value chains affect upgrading in industrial clusters? *Regional Studies*. 36(9):1017–1027.

McMillan MS et Rodrik D (2011). Globalization, structural change and productivity growth. Document de travail n° 17143. National Bureau of Economic Research.

Porter ME (1990). The Competitive Advantage of Nations. Macmillan. Londres.

Profile Books. Londres.

Simoes AJG et Hidalgo CA (2011). The economic complexity observatory: An analytical tool for understanding the dynamics of economic development. Presented at the twenty-fifth Association for the Advancement of Artificial Intelligence conference on artificial intelligence workshop programme. San Francisco. Août.

ANNEXES

Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018

Classement	Pays ou territoire	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
178	Afghanistan	26,57	37,01	5,33	19,13	57,64	40,82	16,65	14,58	22,12
73	Afrique du Sud	29,35	49,78	11,33	59,71	63,70	81,86	23,55	14,90	34,05
102	Albanie	24,55	53,68	12,45	55,09	50,43	81,82	17,32	15,58	31,65
133	Algérie	29,15	51,90	11,25	35,47	54,22	77,94	16,23	8,52	27,76
5	Allemagne	34,47	78,07	27,65	90,71	49,46	85,13	35,62	25,09	47,38
23	Andorre	29,24	56,20	17,10	63,23	52,93	87,31	40,21	28,48	41,85
177	Angola	22,77	35,89	4,99	32,18	51,94	65,58	12,33	10,54	22,16
63	Arabie saoudite	37,98	53,40	13,74	50,07	68,51	81,89	16,87	16,04	34,73
85	Argentine	29,75	55,38	16,49	50,41	55,34	73,51	21,86	11,65	33,03
96	Arménie	28,33	48,10	13,13	48,47	57,08	78,71	20,09	14,61	32,16
19	Australie	36,19	78,22	23,64	91,26	57,92	89,25	21,84	15,69	42,59
15	Autriche	33,56	80,28	25,97	88,82	44,54	85,34	29,24	20,25	43,97
119	Azerbaïdjan	29,58	46,83	14,40	39,94	58,87	72,21	15,21	13,51	30,22
51	Bahamas	24,25	51,59	17,63	69,53	38,76	80,47	17,97	34,90	36,28
39	Bahreïn	39,22	54,08	20,14	53,35	50,10	84,62	20,21	27,57	39,03
140	Bangladesh	25,30	44,69	6,68	37,74	58,07	72,74	16,50	13,59	26,85
40	Barbade	25,13	53,27	22,32	77,76	49,40	79,80	21,59	23,90	38,40
66	Bélarus	31,76	51,73	22,05	41,68	48,07	77,72	22,08	15,72	34,39

Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
12	Belgique	35,01	81,34	23,92	83,70	50,08	84,33	29,83	23,32	44,98
69	Belize	24,48	46,78	9,60	48,24	40,11	77,85	18,94	60,59	34,26
163	Bénin	17,20	37,97	6,03	46,85	51,61	77,35	15,09	9,39	23,84
120	Bhoutan	22,37	46,53	9,22	63,28	41,55	73,86	16,66	21,74	30,11
129	Bolivie (État plurinational de)	27,91	47,22	8,99	40,77	53,00	77,64	19,31	13,34	29,08
88	Bosnie-Herzégovine	28,20	54,12	14,21	47,83	50,23	80,21	22,04	14,76	32,86
116	Botswana	27,16	45,09	10,15	70,34	58,15	68,46	14,71	14,96	30,59
100	Brésil	26,91	57,85	14,21	51,74	45,25	75,94	23,07	11,21	31,69
58	Brunéi Darussalam	37,13	50,75	14,90	68,71	38,48	82,22	16,81	22,92	35,19
59	Bulgarie	30,25	58,98	15,74	59,52	52,01	80,05	24,38	13,55	35,09
183	Burkina Faso	14,41	32,83	5,98	46,50	61,77	67,04	10,76	8,39	21,70
188	Burundi	14,82	36,61	4,47	25,55	67,55	66,33	9,88	12,72	20,79
108	Cabo Verde	23,90	45,87	10,97	66,63	46,96	82,10	18,06	15,75	31,11
142	Cambodge	19,88	43,53	7,76	38,22	47,08	81,31	15,14	16,15	26,46
166	Cameroun	21,66	38,23	6,98	33,25	47,92	74,72	15,85	8,81	23,60
20	Canada	37,64	72,66	23,83	92,76	42,68	80,75	25,23	19,50	42,30
49	Chili	30,75	56,64	15,10	81,78	54,53	86,89	20,91	15,14	36,61
33	Chine	31,05	60,53	14,75	46,08	55,96	86,40	34,22	31,03	40,00

Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
8	Hong Kong (Chine)	34,21	65,48	29,87	87,54	42,17	94,93	25,43	32,53	45,81
36	Macao (Chine)	28,47	48,80	25,33	74,82	46,84	85,93	17,38	31,92	39,46
34	Chypre	32,17	57,62	23,23	76,74	46,02	89,70	22,71	20,34	39,80
91	Colombie	29,69	53,49	13,22	51,52	49,45	75,10	20,00	15,31	32,45
156	Comores	22,25	40,23	4,95	37,74	57,61	76,47	10,49	17,34	24,60
180	Congo	15,37	37,81	6,03	31,56	48,26	55,99	15,53	12,08	22,06
56	Costa Rica	27,94	57,31	15,25	69,45	44,45	81,72	19,78	20,60	35,48
159	Côte d'Ivoire	20,97	34,24	8,25	42,69	54,88	75,64	13,91	8,68	24,43
50	Croatie	28,91	58,58	18,67	64,41	46,05	81,54	24,59	16,68	36,48
115	Cuba	27,39	55,18	7,68	44,18	52,68	74,94	20,00	19,07	30,62
7	Danemark	32,69	88,38	24,29	94,09	54,69	91,68	26,51	23,32	46,12
134	Djibouti	21,73	41,56	5,55	37,01	59,74	78,48	19,08	19,17	27,41
70	Dominique	24,41	47,43	15,85	69,33	43,37	81,18	16,05	25,72	34,15
125	Égypte	29,47	47,22	9,80	35,05	51,43	81,37	20,39	13,67	29,39
93	El Salvador	27,75	47,16	10,43	50,00	58,09	81,90	21,14	17,81	32,42
21	Émirats arabes unis	39,84	54,31	19,70	70,22	51,37	88,58	21,57	34,85	42,30
106	Équateur	29,31	54,63	11,48	44,20	46,50	76,74	17,22	18,82	31,38
185	Érythrée	19,71	30,42	3,14	18,95	67,84	65,43	17,83	17,01	21,64

Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
30	Espagne	31,64	68,14	20,92	73,55	49,12	85,51	29,43	19,55	41,02
185	Estonie	32,15	64,03	23,24	82,70	43,36	87,14	24,08	19,17	40,26
135	Eswatini	21,39	42,44	7,11	41,39	56,28	73,99	19,58	14,60	27,40
1	États-Unis	38,21	78,83	24,43	83,41	48,70	91,80	33,84	45,60	50,51
169	Éthiopie	16,42	37,58	5,89	34,92	61,04	67,27	13,07	13,80	23,53
76	Fédération de Russie	33,83	60,72	17,99	38,30	45,75	76,84	22,03	15,73	33,85
101	Fidji	27,55	49,00	9,84	53,43	43,05	83,85	19,33	20,45	31,67
24	Finlande	35,38	85,89	21,97	95,15	36,52	87,79	24,52	18,70	41,81
14	France	34,91	66,38	20,44	94,70	52,82	85,07	28,70	25,92	44,36
146	Gabon	24,24	40,58	9,90	39,08	41,19	71,80	14,74	12,63	26,01
155	Gambie	17,95	35,30	7,89	37,40	52,45	79,73	14,69	11,71	24,61
75	Géorgie	29,00	54,14	14,44	67,69	47,33	84,94	20,31	13,89	33,89
139	Ghana	23,60	38,98	9,03	55,21	58,65	75,74	13,90	9,69	26,90
44	Grèce	31,04	67,97	20,88	58,28	52,56	80,39	22,80	17,26	37,91
65	Grenade	23,69	52,19	15,37	64,64	42,57	81,77	19,83	24,20	34,60
130	Guatemala	24,69	43,14	9,94	42,29	49,25	75,79	20,20	14,43	28,91
165	Guinée	15,66	34,37	5,79	34,76	72,46	76,01	14,66	11,21	23,66
170	Guinée équatoriale	21,83	35,14	6,41	24,61	42,01	70,45	16,02	16,07	23,47

Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
111	Guyana	26,54	43,34	10,21	50,07	54,24	81,33	15,44	20,95	30,94
176	Haïti	9,89	37,91	5,16	28,96	59,84	74,69	13,52	19,33	22,49
131	Honduras	19,82	45,03	7,86	40,79	47,75	79,59	18,97	18,54	28,04
38	Hongrie	30,56	61,62	20,21	64,25	53,10	81,07	24,77	21,10	39,13
113	Îles Marshall	27,55	50,10	7,50	51,95	45,88	81,36	13,69	28,82	30,71
145	Îles Salomon	21,24	39,97	5,55	46,91	44,71	81,05	13,46	20,68	26,21
112	Inde	24,36	45,98	7,80	49,56	56,08	76,08	25,93	17,36	30,90
121	Indonésie	27,88	44,99	9,07	51,64	50,45	81,64	22,32	11,95	29,94
114	Iran (République islamique d')	31,73	52,32	15,51	35,82	58,72	78,08	16,73	11,13	30,69
175	Iraq	22,28	40,55	7,19	22,65	59,12	54,35	13,62	11,84	22,92
9	Irlande	35,14	72,36	21,30	87,12	55,44	83,85	22,75	37,07	45,54
3	Islande	44,58	78,81	32,56	88,35	49,64	84,88	17,96	36,56	47,96
31	Israël	33,78	84,52	20,67	73,30	49,61	83,89	22,66	16,72	40,20
53	Italie	28,62	66,79	16,61	60,59	46,39	77,61	23,84	17,06	35,99
89	Jamaïque	25,30	48,36	11,86	57,87	49,49	77,72	17,69	22,46	32,63
10	Japon	34,14	79,57	25,16	86,31	37,48	90,25	40,67	21,83	45,29
110	Jordanie	29,42	51,28	13,44	53,70	50,45	84,11	21,76	8,51	31,01
118	Kazakhstan	33,58	47,47	15,47	45,72	69,54	52,88	17,36	10,34	30,48

Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
148	Kenya	18,70	41,72	7,02	42,00	56,99	74,54	16,47	11,93	25,73
136	Kirghizistan	24,39	45,91	9,48	37,48	63,69	52,73	17,37	13,58	27,37
132	Kiribati	25,40	46,22	5,89	57,23	51,62	80,78	9,28	24,30	27,94
74	Koweït	38,20	48,30	13,48	50,93	60,36	83,15	16,96	16,50	33,98
128	Lesotho	20,31	39,63	7,54	49,74	85,12	72,92	19,07	14,59	29,15
43	Lettonie	30,41	55,76	18,48	73,83	43,96	84,75	24,30	20,58	37,96
78	Liban	30,27	50,89	16,71	38,23	55,43	81,07	23,02	16,27	33,68
172	Libéria	14,35	39,41	5,56	37,94	61,31	75,26	14,71	10,76	23,31
162	Libye	19,80	47,23	9,47	10,10	60,90	76,01	17,79	15,77	24,16
42	Lituanie	28,29	59,92	18,25	77,38	49,27	85,16	23,42	18,65	38,04
4	Luxembourg	42,02	66,96	30,57	94,03	49,34	86,34	24,92	30,80	47,62
82	Macédoine du Nord	26,91	52,53	14,96	53,44	52,05	81,54	20,23	15,65	33,32
179	Madagascar	18,75	35,12	4,20	38,66	63,73	76,55	15,14	7,20	22,10
62	Malaisie	32,54	58,08	14,26	63,06	42,08	89,26	21,84	15,94	34,94
171	Malawi	16,77	42,13	4,61	45,35	58,73	69,67	13,12	11,49	23,44
72	Maldives	28,50	56,26	14,81	46,59	50,21	76,62	14,82	29,19	34,13
187	Mali	16,11	31,51	6,17	37,35	61,71	69,31	8,27	9,54	21,11
26	Malte	33,13	62,52	29,46	79,93	51,72	85,40	19,02	21,98	41,62

Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
117	Maroc	28,06	51,13	10,74	49,47	57,94	86,05	19,35	10,20	30,51
46	Maurice	31,39	51,06	16,76	73,73	50,73	87,48	21,30	20,40	37,39
174	Mauritanie	21,50	35,86	6,28	37,27	69,29	74,01	15,32	5,49	22,98
95	Mexique	29,45	51,34	12,70	49,05	51,44	81,71	23,51	12,34	32,18
94	Mongolie	28,77	47,41	9,47	54,91	83,29	70,34	16,11	17,68	32,29
83	Monténégro	26,17	53,06	17,18	56,35	40,82	82,58	19,44	16,92	33,24
167	Mozambique	17,17	34,59	5,55	34,74	55,95	76,64	15,35	12,72	23,59
158	Myanmar	21,22	42,50	7,83	41,97	49,06	78,27	14,56	7,80	24,49
123	Namibie	20,98	44,68	9,33	61,71	57,01	77,71	19,40	12,29	29,48
143	Népal	18,29	46,23	7,84	39,92	52,26	70,57	15,90	14,83	26,32
109	Nicaragua	22,84	49,87	8,98	41,85	53,32	80,47	18,08	25,87	31,03
189	Niger	14,84	26,53	4,55	40,56	68,02	58,32	10,44	8,76	20,08
184	Nigéria	20,26	33,11	6,67	31,79	59,41	74,43	11,15	6,88	21,65
25	Norvège	30,93	69,44	20,06	91,79	43,84	87,97	27,74	21,42	41,65
18	Nouvelle-Zélande	33,17	71,77	24,34	97,44	48,09	91,54	21,88	20,60	42,77
64	Oman	36,84	46,38	13,33	60,10	60,23	87,23	18,32	15,59	34,60
153	Ouganda	17,04	38,48	5,98	41,95	63,87	70,30	16,77	12,00	24,91
137	Ouzbékistan	29,54	45,56	11,95	29,44	63,79	50,23	14,05	13,96	27,18

Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
151	Pakistan	24,75	36,59	5,88	32,66	56,46	77,75	17,84	11,84	25,17
80	Palaos	32,04	43,31	14,56	60,32	31,92	78,97	15,54	32,81	33,45
60	Panama	29,32	48,59	13,88	58,53	42,08	85,22	23,07	23,97	35,08
152	Papouasie-Nouvelle-Guinée	21,78	34,47	5,02	41,83	45,53	75,55	15,67	17,78	24,97
127	Paraguay	27,19	49,77	10,15	46,07	54,97	73,65	17,53	11,64	29,16
2	Pays-Bas	35,19	75,97	31,04	93,31	53,84	88,36	31,88	24,90	48,22
98	Pérou	28,81	49,64	11,03	53,29	47,58	82,63	20,33	16,00	31,91
122	Philippines	27,86	43,99	10,35	47,07	51,26	81,01	20,02	12,82	29,88
35	Pologne	32,22	61,13	20,29	72,25	50,77	81,34	27,89	18,36	39,65
37	Portugal	30,32	69,77	21,68	78,49	47,91	85,75	26,27	14,85	39,37
29	Qatar	47,11	49,58	17,37	67,22	51,26	83,88	19,08	34,41	40,81
154	République arabe syrienne	27,96	36,92	8,54	10,15	60,76	76,96	23,18	14,14	24,67
192	République centrafricaine	16,61	28,13	3,70	20,93	56,14	53,32	11,58	9,03	18,06
11	République de Corée	35,57	89,13	30,21	72,89	39,28	91,85	28,56	24,26	45,21
87	République de Moldova	26,03	51,84	16,75	46,15	59,89	76,51	19,30	14,78	32,87
190	République démocratique du Congo	14,29	32,40	4,16	28,87	53,02	61,24	14,37	9,28	19,85
138	République démocratique populaire lao	23,54	41,04	8,17	40,09	46,01	78,05	20,57	12,51	27,12

Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
92	République dominicaine	29,64	46,78	11,41	51,28	48,63	82,13	20,00	18,96	32,45
161	République-Unie de Tanzanie	17,67	41,26	5,61	42,35	59,61	69,48	13,91	11,85	24,22
67	Roumanie	29,66	52,07	15,03	51,51	53,42	80,13	23,88	15,68	34,30
6	Royaume-Uni	33,10	71,73	26,80	89,24	56,05	89,39	31,58	23,03	46,18
150	Rwanda	15,49	41,73	5,76	57,03	61,31	70,55	14,35	13,25	25,42
77	Sainte-Lucie	24,69	50,37	12,86	68,22	44,44	81,26	18,22	23,93	33,84
48	Saint-Marin	26,51	47,27	18,67	62,37	44,17	85,32	23,71	25,04	36,66
71	Saint-Vincent-et-les Grenadines	24,58	49,98	15,01	68,88	39,99	83,03	17,93	24,43	34,14
103	Samoa	26,94	46,62	7,40	66,94	39,71	83,76	18,42	25,70	31,54
141	Sao Tomé-et-Principe	19,56	43,72	7,17	48,42	46,70	75,81	16,27	15,23	26,73
144	Sénégal	24,24	39,21	7,32	51,78	51,60	78,64	17,42	9,01	26,31
55	Serbie	28,26	61,50	17,16	57,26	52,39	79,61	22,74	16,10	35,65
54	Seychelles	26,99	46,31	17,14	62,03	32,88	79,45	17,78	42,56	35,68
186	Sierra Leone	13,49	39,56	6,69	39,93	63,17	76,09	6,95	10,02	21,62
13	Singapour	36,93	77,48	21,08	92,87	43,26	92,54	23,15	29,42	44,46
45	Slovaquie	32,97	60,84	17,86	72,15	47,00	80,14	23,03	17,36	37,48
32	Slovénie	32,97	71,83	21,02	76,25	41,91	80,52	25,79	20,04	40,05
191	Somalie	16,20	31,05	4,60	7,90	72,59	74,96	13,04	15,27	19,37

Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
181	Soudan	21,54	38,59	6,43	18,15	56,74	65,80	11,30	13,48	22,01
157	Soudan du Sud	16,04	37,00	6,29	39,09	63,31	69,65	14,34	14,47	24,58
105	Sri Lanka	27,81	47,36	10,07	52,07	49,16	80,61	20,77	16,78	31,44
17	Suède	32,73	85,46	25,99	95,08	37,05	90,12	27,05	20,45	43,48
22	Suisse	33,78	67,59	20,19	87,61	49,01	83,23	28,02	21,99	42,25
104	Suriname	29,63	45,80	14,20	52,86	36,82	72,93	15,84	22,59	31,54
168	Tadjikistan	24,66	41,78	7,49	28,91	56,47	37,97	15,34	12,90	23,55
193	Tchad	13,24	29,68	4,41	24,11	60,20	39,59	5,19	14,42	17,14
27	Tchéquie	33,32	67,39	22,42	76,76	51,25	80,96	26,41	19,88	41,27
61	Thaïlande	30,01	55,87	13,60	49,08	50,45	88,75	26,14	17,14	34,99
126	Timor-Leste	25,18	41,45	7,83	55,60	45,01	76,29	16,34	21,15	29,28
182	Togo	8,20	39,50	6,10	39,43	70,77	79,27	14,73	8,08	21,85
86	Tonga	28,60	47,35	8,78	55,83	53,55	81,94	19,89	23,99	32,95
47	Trinité-et-Tobago	41,23	48,12	16,85	57,64	45,60	79,03	19,84	23,77	36,68
84	Tunisie	28,52	56,81	11,22	49,64	58,01	83,75	21,49	15,82	33,24
147	Turkménistan	34,18	40,47	9,70	22,82	63,06	52,05	13,83	14,47	25,88
68	Turquie	29,89	56,82	12,67	44,03	53,13	83,78	24,90	18,22	34,29
79	Tuvalu	28,35	36,83	12,08	60,54	51,63	86,94	17,65	26,51	33,55

Annexe 1. Classement et résultats des pays ou territoires selon l'indice des capacités productives, par catégorie, 2018 *(suite)*

Classement	Pays ou territoire	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
90	Ukraine	29,97	53,18	13,24	38,38	60,56	75,06	21,57	16,16	32,63
52	Uruguay	27,98	55,44	18,95	74,09	61,27	80,02	20,44	13,08	36,05
124	Vanuatu	23,07	41,23	6,71	55,50	46,21	80,38	17,75	24,18	29,44
149	Venezuela (République bolivarienne du)	26,35	49,21	12,20	18,12	46,86	49,65	15,53	17,73	25,59
99	Viet Nam	27,36	50,93	11,53	47,72	51,67	86,71	20,07	14,84	31,71
173	Yémen	25,11	37,50	6,82	13,06	54,74	74,54	17,52	14,38	23,28
160	Zambie	18,02	38,75	6,58	47,44	56,93	54,59	15,20	11,59	24,24
164	Zimbabwe	17,91	38,41	7,06	27,80	53,73	54,30	18,41	13,74	23,70
107	État de Palestine	28,27	45,85	11,72	42,79	54,89	75,26	21,20	16,36	31,34
57	Aruba	23,76	43,53	16,43	82,46	48,25	79,12	18,02	25,86	35,45
16	Bermudes	25,19	51,51	36,06	78,00	44,40	85,06	18,25	52,69	43,68
81	Îles Caïmanes	19,14	45,30	12,76	52,96	45,53	80,21	19,01	38,10	33,40
97	Curaçao	21,17	42,60	12,60	53,46	50,79	77,91	18,86	25,12	32,14
41	Guam	28,99	56,02	11,97	55,36	40,76	80,77	45,32	28,67	38,27

Note : Les pays en développement sans littoral apparaissent en grisé. Il ressort du classement effectué selon l'indice des capacités productives que les petits États insulaires en développement obtiennent de meilleurs résultats que les autres pays en développement. Toutefois, ces résultats doivent être interprétés avec prudence en tenant compte des caractéristiques géographiques et structurelles propres à chaque pays. Du fait de leur démographie (faible population) et de leur petite taille ou superficie, les petits États insulaires en développement obtiennent de meilleurs résultats statistiques lorsqu'on utilise des indicateurs de mesure fondés sur des ratios démographiques ou géographiques. Une autre explication majeure de cette performance meilleure qu'attendue tient à la réorientation partielle de l'activité économique de ces pays vers le secteur des services, en particulier l'intermédiation financière, le tourisme et les autres services immatériels.

Source : Calculs de la CNUCED.

Annexe 2. Statistiques résumées relatives à différents groupes de pays selon l'indice des capacités productives, par catégorie

Cette annexe présente des statistiques résumées relatives aux pays les moins avancés, aux autres pays en développement, aux économies en développement d'Asie de l'Est et aux pays de transit. Pour les statistiques résumées au niveau mondial, voir le tableau 2 du chapitre II, et pour les statistiques résumées relatives aux pays en développement sans littoral, voir le tableau 4 du chapitre II.

Pays développés

	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
Valeur minimale	25,19	47,27	15,03	51,51	36,52	77,61	17,96	13,55	34,3
25e centile	30,52	61,06	20,16	73,04	44,5	81,49	23,32	18,58	39,31
Médiane	32,97	68,05	21,83	81,31	49,2	85,15	24,84	20,51	41,73
Moyenne	32,9	68,85	22,77	80,01	48,35	85,14	26,28	22,78	41,82
75e centile	34,58	78,11	24,61	90,85	52,15	87,83	28,19	23,72	44,52
Valeur maximale	44,58	88,38	36,06	97,44	57,92	91,8	40,67	52,69	50,51
Écart type	3,68	10,27	4,67	12,37	5,11	3,71	5,03	7,98	3,91

Pays les moins avancés

	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
Valeur minimale	8,20	26,53	3,14	7,91	41,55	39,59	4,10	5,49	17,14
25e centile	16,07	35,21	5,08	33,46	51,79	67,15	12,68	10,28	21,93
Médiane	18,02	38,48	5,98	38,66	57,64	74,01	14,69	12,72	23,66
Moyenne	18,87	37,96	6,11	38,54	57,92	71,19	14,05	13,67	24,04
75e centile	21,99	41,25	6,77	6,67	62,47	76,99	16,42	15,25	26,31
Valeur maximale	28,35	46,53	12,09	63,28	85,12	86,94	20,57	26,51	33,55
Écart type	4,38	4,69	1,58	12,26	8,71	9,62	3,51	4,78	3,35

Autres pays en développement

	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
Valeur minimale	15,37	33,11	5,02	10,10	31,92	49,65	11,15	6,88	21,65
25e centile	24,41	45,30	9,60	44,03	45,25	76,74	16,96	14,14	30,51
Médiane	27,94	49,00	12,20	51,74	50,21	81,01	19,35	17,78	32,45
Moyenne	27,95	49,26	12,80	52,74	49,90	79,90	19,75	20,07	32,63
75e centile	29,69	53,27	15,01	63,06	55,34	83,75	21,49	24,26	34,99
Valeur maximale	47,11	89,13	30,22	92,87	68,51	94,93	45,32	60,59	45,81
Écart type	5,47	8,29	4,80	15,84	7,23	6,97	4,58	8,84	5,04

Économies en développement d'Asie de l'Est

	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
Valeur minimale	28,66	47,41	9,47	46,08	37,48	70,34	16,11	17,68	32,29
25e centile	28,77	49,88	13,59	54,91	39,28	85,85	26,14	21,83	37,13
Médiane	31,05	60,53	14,75	65,27	55,91	86,40	28,56	22,71	40,00
Moyenne	31,64	65,30	18,64	65,09	54,39	84,94	29,14	23,50	39,99
75e centile	34,14	79,57	25,16	72,89	55,96	90,25	34,22	24,26	45,21
Valeur maximale	35,57	89,13	30,22	86,31	83,29	91,85	40,67	31,93	45,29
Écart type	3,12	18,39	8,68	16,62	18,40	8,55	9,19	4,86	5,54

Pays de transit

	Énergie	Capital humain	TIC	Institutions	Capital naturel	Secteur privé	Changement structurel	Transports	Indice des capacités productives
Valeur minimale	8,2	30,42	3,141	7,905	42,01	61,24	11,15	6,88	19,37
25e centile	19,98	36,94	6,049	34,924	51,62	74,59	14,82	9,47	23,66
Médiane	23,18	42,11	7,784	42,18	55,65	77,53	16,62	12,11	26,65
Moyenne	23,39	44,01	9,092	42,96	55,59	77,03	18,18	13,125	27,71
75e centile	28,6	51,66	11,48	50,19	58,7	79,83	20,41	15,82	31,71
Valeur maximale	31,73	60,53	18,95	81,78	72,59	88,75	34,22	31,03	40
Écart type	5,56	8,85	4,04	14,31	6,69	6,11	4,83	4,62	5,29

Source : Calculs de la CNUCED.